Aperçu de la situation économique du Québec en 1984

Bureau de la statistique du Québec

Janvier 1985

Table des matières

Page

Liste des tableaux 3

Liste des graphiques 5

1. Les caractéristiques de la conjoncture économique au Québec .. 7

1.1 Le contexte extérieur 7

1.2 La dynamique de la croissance au Québec 8

2. L'environnement économique extérieur 16

2.1 La situation économique internationale 16

2.2 La situation économique américaine 18

2.3 La situation économique canadienne 21

3. Revue des principaux indicateurs économiques du Québec en 1984 28

3.1 La demande en biens et services 28

3.2 La production de biens 40

3.3 La main-d'oeuvre et l'emploi 44

3.4 Les prix, salaires et revenus 52

Conclusion 59

Liste des tableaux

Page

Tableau 2.1: Principaux indicateurs économiques du Canada 22

Tableau 3.1: Principaux indicateurs économiques du Québec 29

Tableau 3.2: Ventes au détail selon le type de commerce au Québec 30

Tableau 3.3: Importations par produit au Québec 30

Tableau 3.4: Dépenses d'immobilisation selon les secteurs d'activité au Québec et au Canada 32

Tableau 3.5: Dépenses d'immobilisation de l'industrie manufacturière au Québec et au Canada 34

Tableau 3.6: Permis de bâtir par région administrative du Québec (construction résidentielle) 37

Tableau 3.7: Dépenses de l'administration provinciale selon la fonction 37

Tableau 3.8: Exportations chargées au Québec par produit 39

Liste des tableaux (suite)

Page

Tableau 3.9: Expéditions manufacturières du Québec par groupe d'industries 41

Tableau 3.10: Population active, emploi et chômage au Québec 46

Tableau 3.11: Emploi par secteur d'activité au Québec 47

Tableau 3.12: Évolution de l'emploi à temps plein et à temps partiel au Québec 49

Tableau 3.13: Répartition de l'emploi selon l'âge et le sexe au Québec 49

Tableau 3.14: Taux de chômage selon l'âge et le sexe au Québec ... 50

Tableau 3.15: Répartition de l'emploi par région au Québec 51

Tableau 3.16: Indice des prix à la consommation à Montréal et au Canada 54

Tableau 3.17: Taux de variation des composantes de l'indice des prix à la consommation 56

Tableau 3.18: Rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des salariés du Québec 56

Liste des graphiques

Page

Graphique 1.1: Variation en % des exportations internationales du Québec et du Canada 9

Graphique 1.2: Variation en % des logements mis en chantier au Québec et au Canada 9

Graphique 1.3: Variation en % des ventes au détail au Québec et au Canada 11

Graphique 1.4: Variation en % des expéditions manufacturières au Québec et au Canada 11

Graphique 1.5: Variation en % de l'emploi total au Québec et au Canada 12

Graphique 3.1: Variation en % des investissements en immobilisations au Québec 32

Graphique 3.2: Variation en % des expéditions manufacturières au Québec 42

Graphique 3.3: Emploi total et population active au Québec ('000) 46

Liste des graphiques (suite)

Page

Graphique 3.4: Taux de chômage selon les groupes d'âge au Québec 50

Graphique 3.5: Variation en % de l'indice des prix à la consommation à Montréal 54

Graphique 3.6: Variation en % des salaires et traitements et des gains hebdomadaires moyens au Québec 58

1. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC EN 1984

Le Québec connaît en 1984 une croissance économique plus forte qu'au cours de l'année de reprise que fut 1983. Le taux de croissance du produit intérieur brut aux prix du marché devrait se situer entre 4,5% et 5%, en termes réels, en 1984, suite à une augmentation estimée à 3,1% au cours de l'année précédente. Même si la croissance de la plupart des indicateurs économiques ralentit graduellement au cours de 1984, les résultats des derniers mois connus de 1984 demeurent supérieurs (en tenant compte des hausses de prix) à ceux des mêmes mois de 1983 quant à la valeur des ventes au détail, des expéditions manufacturières et des exportations.

1.1 Le contexte extérieur

L'économie du Québec comme l'économie canadienne bénéficie de la très forte poussée de l'économie américaine en 1984 qui se produit sans provoquer de reprise de l'inflation. Le déficit budgétaire du gouvernement américain demeure cependant à un niveau perçu généralement comme trop élevé et les taux d'intérêt réels se maintiennent à des hauts niveaux. Ce contexte économique favorise le dollar américain qui s'apprécie par rapport à la plupart des monnaies européennes alors que la balance commerciale des États-Unis devient fortement déficitaire. Le Canada enregistre pour sa part un accroissement important de la valeur de ses exportations à destination des États-Unis, accroissement qui est particulièrement marqué pour les automobiles, un des points forts de la

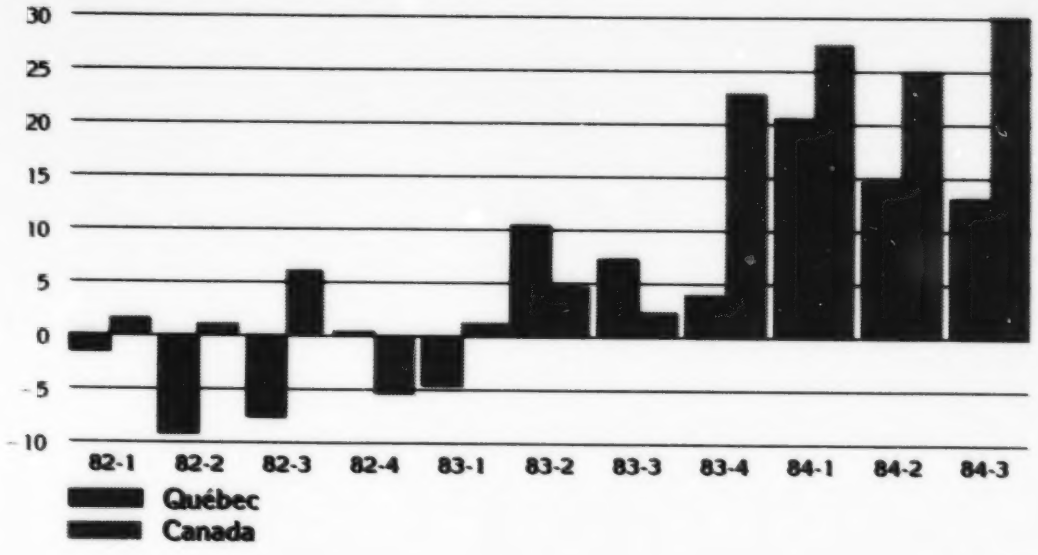
demande aux États-Unis. Cependant, au Canada, les taux d'intérêt réels élevés et la conjoncture économique moins favorable qu'aux États-Unis freinent la construction résidentielle ainsi que les investissements des entreprises alors que le niveau des prix des produits pétroliers et la demande d'énergie ne justifient pas de grands projets dans le domaine énergétique.

1.2 La dynamique de la croissance au Québec

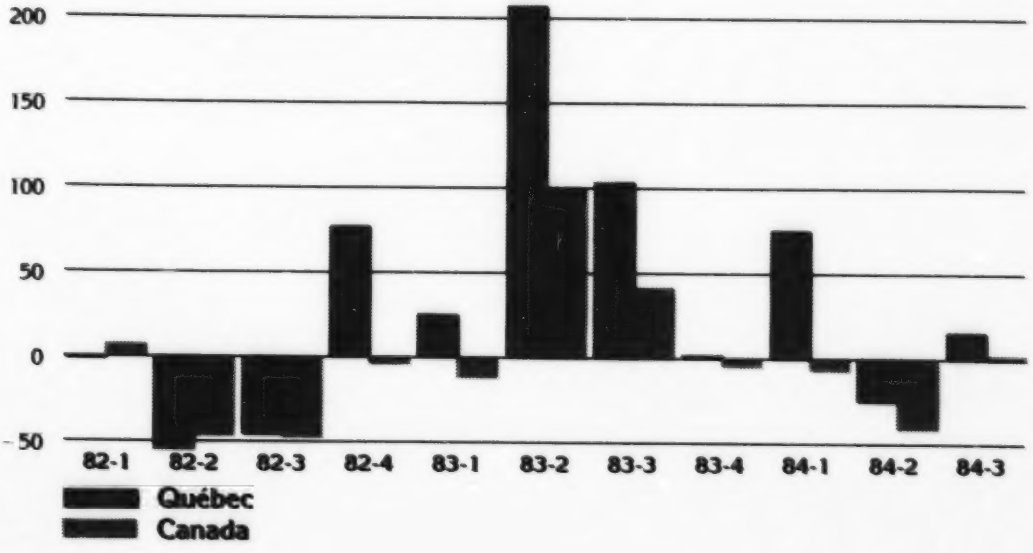
Au Québec, la croissance économique apparaît moins dépendante de la demande extérieure que celle de l'économie canadienne en 1984 puisque la progression de l'investissement des entreprises, de la construction résidentielle et des ventes au détail y est plus importante que dans l'ensemble du Canada.

Le commerce extérieur contribue tout de même au dynamisme de l'économie québécoise. La croissance des exportations à destination des États-Unis (24,4% pour les trois premiers trimestres), bien que moins forte que la croissance des exportations canadiennes à destination de ce pays (32,4%), est suffisamment importante pour compenser la baisse des exportations à destination des autres pays (-17,1%); globalement, la valeur totale des exportations chargées au Québec augmente de 15,8% au cours des trois premiers trimestres de 1984, soit de 21% au premier trimestre, de 14,2% au deuxième et de 12,5% au troisième trimestre, par rapport aux mêmes périodes de 1983.

1.1 Exportations internationales du Québec et du Canada.
(Variation en %)



1.2 Logements mis en chantier au Québec et au Canada.
(Variation en %)

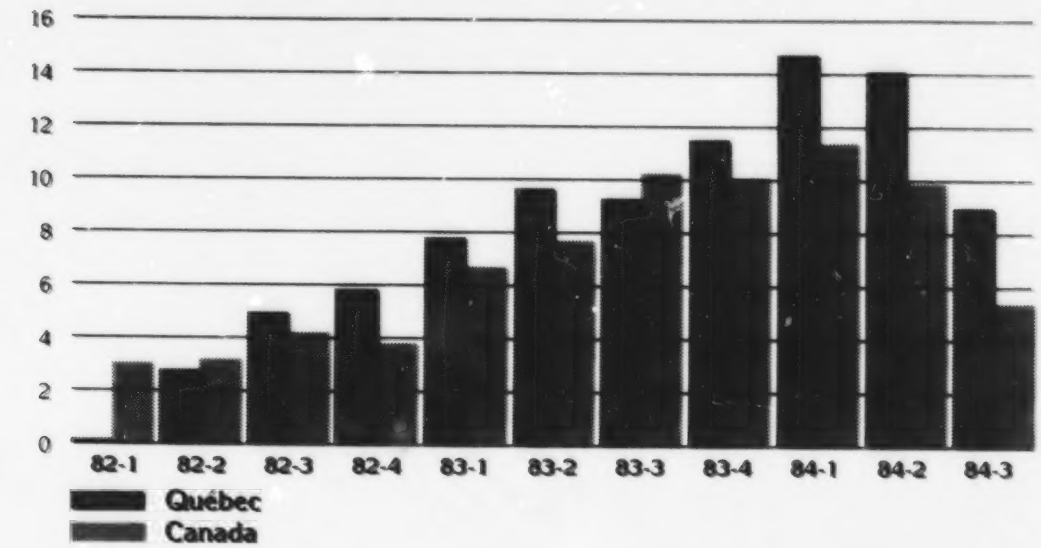


L'amélioration des perspectives économiques aux États-Unis de même que les effets de divers programmes gouvernementaux expliquent en partie la forte croissance des dépenses en immobilisations au Québec en 1984, qui est particulièrement marquée dans les secteurs des mines, des pâtes et papiers et de la première transformation des métaux. Selon des données d'enquête révisées à la mi-année, la valeur des dépenses en immobilisations s'accroîtrait de 14,1% (en excluant la construction résidentielle) en 1984, en regard de 1983; le taux de croissance atteindrait 41,6% dans le secteur manufacturier. A titre de comparaison, les dépenses en immobilisations (excluant la construction résidentielle) n'augmenteraient que de 2,9% au Canada en 1984.

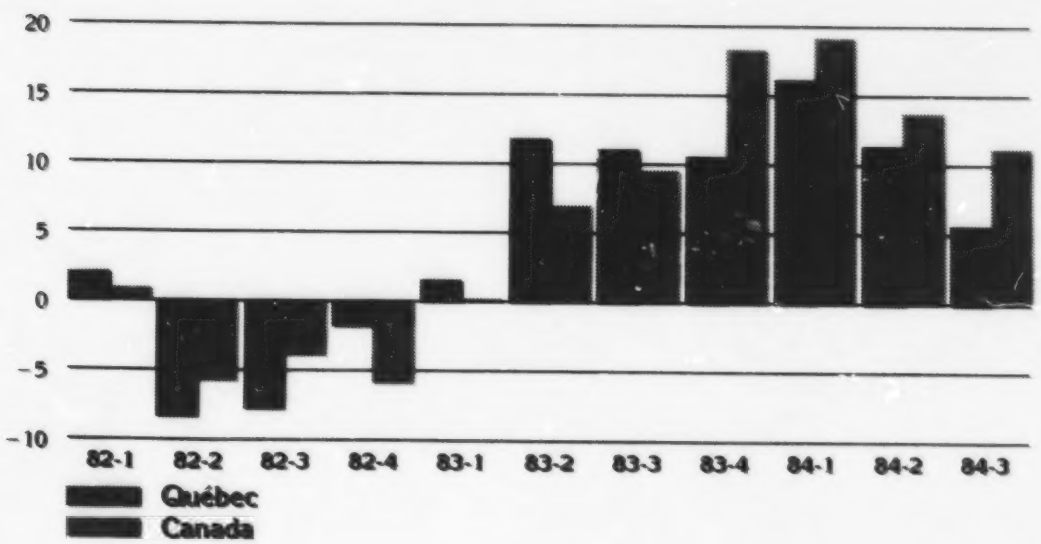
En ce qui a trait à la construction résidentielle, le nombre de mises en chantier de logements surpasse en 1984 le niveau élevé atteint en 1983 au Québec, à l'inverse de ce qui se produit dans le reste du Canada; à cet égard, il faut souligner qu'au Québec le programme de soutien à la construction résidentielle a été prolongé jusqu'à la fin de 1984. Le nombre de logements mis en chantier s'élève à 31 449 au Québec au cours des trois premiers trimestres de 1984, ce qui représente une augmentation de 4,4% comparativement à la même période de 1983.

La croissance de 7,4% des salaires et traitements versés au Québec au cours des trois premiers trimestres de 1984 contribue à l'augmentation de 12,5% de la valeur des ventes au détail, pour les dix premiers mois de 1984, comparativement aux mêmes mois de 1983; le taux

1.3 Ventes au détail au Québec et au Canada.
(Variation en %)



1.4 Expéditions manufacturières au Québec et au Canada.
(Variation en %)



de croissance passe de 14,8% au premier trimestre à 14,1% au deuxième trimestre puis à 9,1% au troisième trimestre, mais il se rétablit à 12,2% en octobre 1984, par rapport à octobre 1983.

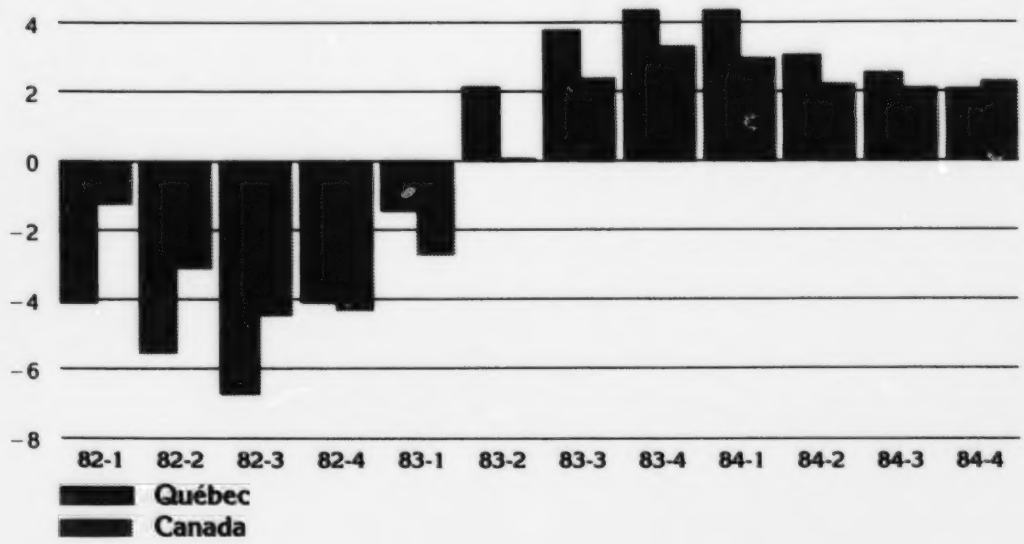
Finalement, les dépenses publiques qui constituent un élément important de la demande en biens et services connaîtraient encore en 1984 un taux de croissance supérieur au taux d'inflation selon des données préliminaires concernant les administrations fédérales, provinciales et locales.

Par ailleurs, l'accroissement de la demande tant intérieure qu'extérieure entraîne une hausse de la valeur des expéditions des manufacturiers québécois de 10,2% pour les dix premiers mois de 1984, en regard de la même période de 1983; le rythme de croissance diminue cependant de trimestre en trimestre, au cours de l'année. Étant donné la faible augmentation des prix de vente dans l'industrie manufacturière au Canada, la croissance réelle de la valeur des expéditions est importante, soit de 6,2%, pour la même période de comparaison.

Dans l'ensemble du Canada, même si les ventes au détail et l'investissement y progressent moins fortement qu'au Québec, la plus forte croissance des exportations fait que la valeur des expéditions manufacturières s'y accroît davantage qu'au Québec, soit de 14,3% en dollars courants, pour les dix premiers mois de 1984; l'écart est sur tout imputable aux industries de bien durables, dont la valeur des expéditions est en hausse de 15,7% au Québec et de 21,9% au Canada. Il faut

1.5 Emploi total au Québec et au Canada.

(Variation en %)



noter aussi que si les exportations internationales du Québec progressent beaucoup moins fortement (15,8%) que les exportations de l'ensemble du Canada (27,2%) au cours des neuf premiers mois de 1984, il n'en est pas de même pour les importations en provenance de l'extérieur du Canada, dont la valeur s'accroît presqu'aussi fortement pour le Québec (28,7%) que pour l'ensemble du Canada (31,7%).

En dehors du secteur manufacturier, on peut noter que la production du secteur primaire évolue d'une façon diverse selon les activités, avec une baisse notable dans les mines de cuivre et d'amiante alors que le secteur tertiaire connaît globalement une assez forte croissance si on en juge par l'accroissement de 2,5% du nombre d'emploi, soit une hausse de 46 000 emplois en 1984 en regard de 1983.

Dans l'ensemble de l'économie on compte 80 000 emplois de plus au Québec en 1984, en comparaison de l'augmentation nette de 57 000, observée en 1983.

Le taux de chômage ne diminue pas très sensiblement cependant, passant de 13,9% en 1983 à 12,8% en 1984. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans connaît une baisse plus marquée, de 22,8% à 19,9%, mais cela est dû autant à la diminution de la population active de ce groupe d'âge (-11 000) qu'à l'augmentation de son nombre d'emplois (13 000). Dans l'ensemble du Canada l'amélioration de la situation sur le marché du travail est légèrement moindre, l'emploi s'accroissant de 2,5% en 1984 et le taux de chômage se situant à 11,3% comparativement à 11,9% en 1983.

Une présentation plus complète des indicateurs courants de la conjoncture québécoise est effectuée dans la dernière section, après une revue de l'environnement économique du Québec en 1984.

2. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE EXTÉRIEUR

2.1 La situation économique internationale

La reprise économique mondiale s'accélère et s'étend davantage en 1984 même si d'importantes divergences dans les rythmes de croissance économique des différentes régions du monde se maintiennent. Malgré quelques signes récents de ralentissement, particulièrement aux États-Unis, la croissance s'avère généralement plus forte qu'anticipée en début d'année. On estime à 4,4% la croissance moyenne de la production des 26 principaux pays du monde non-communiste[1], une nette amélioration par rapport à 1983 où une augmentation de 2,2% avait été enregistrée. Les progrès les plus importants sont toutefois réalisés aux États-Unis, la croissance estimée pour 1984 étant de 6,7% comparativement à 3,7% enregistrée l'année précédente. Les autres pays du monde non-communiste qui, en 1983, avaient connu une croissance de 1,4% peuvent bénéficier en 1984 d'une croissance de 3,2%. Ce résultat global masque cependant des différences significatives entre les différentes régions. Alors que le Japon, tirant partie d'un surplus commercial record, enregistre une croissance de 5,9% et que les pays du Sud-Est asiatique profitent d'une avance de 4,9%, les pays d'Europe voient leur progression relativement contenue avec une croissance de 2,1% de leur production réelle.

---

1. Il s'agit de six pays d'Europe, huit pays d'Amérique latine, huit pays du Sud-Est asiatique en plus du Japon, de l'Australie, du Canada et des États-Unis. Ces estimations sont tirées du scénario de décembre 1984 produit par Data Resources Inc.

Le contraste de cette dernière donnée avec le dynamisme affiché par l'économie américaine demeure sans conteste un des faits marquants de cette deuxième année de reprise. L'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne, toutes deux affectées par d'importants conflits ouvriers au cours de l'année, maintiennent une politique budgétaire conservatrice et le niveau élevé des taux d'intérêt aux États-Unis, combiné à une performance exceptionnelle du dollar américain, les incite à pratiquer une politique monétaire défensive visant à protéger leur monnaie. Ainsi, la République fédérale d'Allemagne, malgré un excédent commercial record, ne voit son P.N.B. augmenter que de 2,0% alors que la Grande-Bretagne enregistre une croissance de 2,5%.

La reprise de l'économie mondiale, et particulièrement de l'économie américaine, permet aux pays latino-américains d'augmenter leurs exportations et d'enregistrer une croissance supérieure à celle qui était anticipée en début d'année. Le produit national brut moyen des huit principaux pays d'Amérique latine connaît une progression de 1,8% en 1984. Ce résultat permet de tempérer les craintes concernant la dette extérieure de ces pays, surtout dans un contexte où plusieurs de ceux-ci réussisent à signer de nouvelles ententes avec les autorités du Fond Monétaire International ainsi qu'avec leurs créanciers.

Alors que l'inflation demeure élevée dans plusieurs pays d'Amérique latine, les gains réalisés à ce chapitre en 1983 dans les principaux pays membres de l'OCDE peuvent être préservés, l'accélération de la croissance économique n'étant pas accompagnée par une remontée de

l'inflation. Ainsi, l'augmentation des prix à la consommation est de 5,3% pour les trois premiers trimestres de 1984 (5,2% en 1983) pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE. L'Allemagne fédérale et le Japon continuent de connaître les plus faibles taux de croissance à ce chapitre avec une augmentation des prix à la consommation de 2,5% et 2,3% respectivement pour la même période.

En dépit d'une demande croissante dans les principaux pays industrialisés, les prix internationaux des produits de base autre que le pétrole demeurent relativement stables dans la première moitié de l'année et baissent même quelque peu durant les derniers six mois. Quant au pétrole, les pressions à la baisse sur les prix se maintiennent toute l'année et ce en dépit de deux coupures des quotas de production par l'OPEP en juillet puis en octobre.

2.2 La situation économique américaine

L'économie américaine est caractérisée en 1984 par une forte croissance accompagnée d'une inflation modérée. Le produit national brut réel devrait connaître une croissance de 6,7%[1] (soit la meilleure performance depuis 1955) alors que l'augmentation des prix à la consommation oscille étroitement autour de 4,0%.

---

1. Scénario de décembre 1984 de Data Resources Inc.

L'année est amorcée avec beaucoup plus de vigueur qu'anticipé et la croissance de 8,3%[1] enregistrée au premier semestre alimente les craintes d'une surchauffe de l'économie qui entraînerait une reprise des poussées inflationistes. En n'accomodant pas totalement la progression extrêmement rapide de la demande de crédit du secteur privé qui, combinée aux besoins de financement publics, exerce d'importantes pressions sur les marchés monétaires, l'attitude de la Réserve fédérale accentue le mouvement haussier des taux d'intérêt amorcé en 1983. Ainsi, au début du troisième trimestre de 1984 le taux préférentiel exigé par les banques se situe à 13%, comparativement à 11% observé jusqu'à la fin mars. Ce mouvement s'inverse toutefois à partir de la fin septembre après que le ralentissement de l'économie ait diminué les tensions sur les marchés des capitaux, de sorte que le taux préférentiel se situe à 10,75% à la fin de 1984.

L'impact de la hausse des taux d'intérêt se fait sentir dès le troisième trimestre alors que la croissance du produit national brut n'atteint plus que 1,9%. La construction domiciliaire et la consommation subissent l'essentiel des répercussions. Le nombre de mises en chantier, estimé en données désaisonnalisées, passe d'un rythme annuel avoisinant les deux millions d'unités au premier trimestre à un rythme d'un peu

1. Les variations sont calculées par rapport à la période précédente à taux annuels à partir de données désaisonnalisées.

plus de 1,6 millions au cours du troisième trimestre. Les dépenses des consommateurs qui avaient pour leur part augmenté de 6,0% au cours du premier semestre voient leur progression maintenue à 0,6%.

Malgré la faible croissance des dépenses de consommation, les mois d'été sont marqués par une augmentation importante de 55,4% des importations de biens et de services; une croissance de 32,5% est observée durant les premiers six mois de l'année. De tels résultats ne sont pas sans conséquence sur le compte courant des États-Unis, surtout dans un contexte où les exportations américaines sont affectées par un dollar américain fort et par la faible croissance économique enregistrée par certains partenaires commerciaux. On estime à 108 milliards de dollars le déficit du compte courant des États-Unis pour 1984 comparativement à 11,2 milliards en 1982 et 41,6 milliards en 1983.

Cette situation n'empêche pas le dollar américain de poursuivre son ascension presque tout au long de l'année. Alors que le léger mouvement de repli enregistré durant les premiers mois de l'année semblait donner raison aux cambistes qui anticipaient un long mouvement à la baisse pour le dollar américain, ce dernier reprend en avril son mouvement à la hausse et la valeur du dollar par rapport à un panier de monnaies s'accroît de 10,5% entre le mois de janvier et le mois de décembre.

Si les gains réalisés par le dollar contribuent à la détérioration du solde commercial, les gains réalisés au chapitre de l'inflation sont par contre très importants et il est généralement admis que la modération observée au chapitre de l'inflation s'explique dans une bonne mesure par la tenue du dollar sur le marché des changes. Un autre élément favorable au plan de l'inflation est la faible croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1,4% en 1984) rendue possible par une faible hausse des salaires (3,4%) et une augmentation de 2,8% de la productivité. Ainsi, l'indice des prix à la consommation augmente en 1984 de 4,3% alors que la mesure plus globale des prix qu'est le dégonfleur implicite de la dépense nationale brute croît de 3,8%.

2.3 La situation économique canadienne

Le Canada poursuit en 1984 sa croissance économique avec une augmentation du P.N.B. réel de 5,2% pour les trois premiers trimestres de l'année par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Des projections[1] qui placent à 1,0% le rythme annualisé de croissance au quatrième trimestre permettent d'estimer à 4,8% la croissance pour toute l'année 1984, comparativement à 3,3% en 1983.

---

1. Prévisions de Data Resources Inc, décembre 1984.

Tableau 2.1

Principaux indicateurs économiques du Canada

(Données désaisonnalisées aux taux annuels et variations aux taux annuels par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		1980	1981	1982	1983	1984[1]	1984 I	1984 II	1984 III	1984 IV*
Demande globale ('000 000 $)										
Produit national brut (prix du marché)		297 556	339 797	358 302	390 340	418 655	410 936	419 648	425 380	—
	Δ %	12,6	14,2	5,4	8,9	8,4	8,0	8,8	5,6	—
Produit national brut ($ 1971)		131 765	136 108	130 065	134 353	140 201	138 576	139 708	142 320	—
	Δ %	1,1	3,3	−4,4	3,3	5,2	3,2	3,3	7,7	—
Dépenses personnelles biens et services		81 445	82 807	81 144	83 697	86 247	85 656	86 440	86 644	—
	Δ %	1,0	1,7	−2,0	3,1	3,6	2,6	3,7	0,9	—
Dépenses publiques courantes		22 848	23 428	23 600	23 667	24 193	24 100	24 192	24 288	—
	Δ %	0,4	2,5	0,7	0,3	2,7	1,5	1,5	1,6	—
Formation brute de capital fixe		30 461	32 401	29 265	27 844	28 047	27 856	27 904	28 380	—
	Δ %	3,4	6,4	−9,7	−4,9	0,5	3,2	0,7	7,0	
Entreprises (construction non-résidentielle, machinerie et équipement)		21 267	22 905	20 819	18 234	18 423	18 392	18 268	18 616	—
	Δ %	7,3	7,7	−9,1	−12,4	1,1	2,7	−2,7	7,8	—
Construction résidentielle		5 522	5 736	4 529	5 633	5 468	5 372	5 488	5 544	—
	Δ %	−7,6	3,9	−21,0	24,4	−4,7	4,0	8,9	4,1	—
Exportations		32 720	33 719	33 178	35 293	42 433	41 488	41 256	44 556	—
	Δ %	1,8	3,1	−1,6	6,4	23,9	36,4	−2,2	36,0	—
Importations		35 728	37 344	33 156	35 833	41 768	41 160	41 236	42 908	—
	Δ %	−2,6	4,5	−11,2	8,1	19,9	26,0	0,7	17,2	—
Revenu ('000 000)										
Revenu personnel disponible		199 740	233 357	255 954	270 056	285 539	277 828	289 252	289 536	—
	Δ %	13,6	16,8	9,7	5,5	6,6	1,5	17,5	0,4	—
Rémunération des salariés		167 937	194 075	207 594	218 963	230 392	226 188	230 356	234 632	—
	Δ %	13,3	15,6	7,0	5,5	6,1	3,1	7,6	1,9	—
Bénéfices des sociétés avant impôt		37 664	32 606	21 110	32 684	39 593	39 612	39 516	39 652	—
	Δ %	10,8	−13,4	−35,3	54,8	25,2	49,2	−1,0	1,4	—
Marché du travail										
Population active ('000 personnes)		11 572	11 905	11 974	12 176	12 394[3]	12 270	12 341	12 457	12 507
	Δ %	3,1	2,9	0,5	1,7	1,8	0,8	2,3	3,8	1,6
Emploi ('000 personne)		10 709	11 007	10 649	10 732	10 993[3]	10 881	10 935	11 049	11 109
	Δ %	3,0	2,8	−3,2	0,8	2,4	2,1	2,0	4,2	2,2
Taux de chômage	%	7,5	7,5	11,0	11,9	11,3[3]	11,3	11,4	11,3	11,1
Prix et salaires[2]										
Indice des prix à la consommation		88,9	100,0	110,8	117,2	122,2[4]	120,8	121,8	122,9	123,6
	Δ %	10,2	12,5	10,8	5,8	4,4	5,2	4,6	3,9	3,7
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)		317,4	355,3	390,8	419,5	440,6[5]	435,5	441,0	444,3	444,2
	Δ %	10,1	11,9	10,0	7,3	5,4	6,7	5,5	4,7	3,6
Marché financier										
Taux d'escompte	%	12,89	17,93	13,96	9,56	11,42[3]	10,26	11,47	12,64	10,98
Taux hypothécaire (5 ans)	%	14,32	18,15	17,89	13,29	13,69[3]	12,63	14,10	14,47	13,22
Taux de base des prêts aux entreprises	%	14,25	19,29	15,81	11,17	12,14[3]	11,17	12,00	13,17	12,06
Obligations Gouvernement Canadien (10 ans)	%	12,48	15,22	14,26	11,79	12,85[3]	12,46	13,68	12,98	11,91
$ Can. / $ US.	%	85,47	83,33	81,30	81,30	76,92[3]	79,37	77,52	76,34	75,76

* Mois connus

1. Janvier à septembre 1984, sauf indication contraire. Variations par rapport à période correspondante de l'année précédente.
2. Données non-désaisonnalisées. Variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente.
3. Janvier à décembre 1984.
4. Janvier à novembre 1984.
5. Janvier à octobre 1984.

Sources: Statistique Canada, Banque du Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Cette croissance s'appuie toutefois fortement sur le secteur extérieur ainsi que sur le mouvement de reconstitution des stocks amorcé au troisième trimestre de 1983. La croissance de la demande intérieure finale au cours de chacun des trois premiers trimestres de l'année 1984 se maintient entre 2,2% et 2,7%[1] alors que le mouvement de reconstitution des stocks du deuxième trimestre porte la croissance de la demande intérieure totale pour ces trois mois à 4,5% (comparativement à 2,0% et 2,2% pour les premier et troisième trimestres de 1984 respectivement). Les augmentations de 40,2% et 39,3% des exportations de marchandises observées au premier et au troisième trimestres permettent toutefois de suppléer à la faiblesse de la demande intérieure. Ainsi, l'amélioration des exportations nettes explique-t-elle 71,6% et 62,3% de la croissance observée au premier et au troisième trimestres respectivement, alors que la baisse des exportations nettes retranche l'équivalent de 0,9 point de pourcentage à la croissance observée au deuxième trimestre.

Cette évolution du secteur extérieur est étroitement liée au commerce avec les États-Unis et ce, particulièrement en ce qui a trait aux véhicules automobiles. D'après les données tirées des statistiques mensuelles de la balance des paiements, le Canada enregistre au cours des neuf premiers mois de 1984 un excédent de 15,3 milliards de dollars courants (13,4 milliards pour la période correspondante en 1983) sur la

1. Les variations sont calculées par rapport à la période précédente à taux annuels à partir de données désaisonnalisées.

balance des marchandises. Il y a lieu de souligner que 89,3% de ce surplus provient du commerce avec les États-Unis alors que ce pourcentage se situait à 72% en 1983 et à seulement 13,6% en 1979. On évalue, à partir des statistiques douanières, à 40,0% la contribution du poste automobiles particulières et châssis au surplus commercial observé pendant cette période.

Du côté de la demande intérieure les dépenses des consommateurs en biens et en services connaissent une progression importante compte tenu du niveau élevé du chômage (qui demeure supérieur à 11,0% tout au long de 1984 sauf en décembre) et de la progression relativement faible du revenu personnel disponible réel de 2,2% pour les trois premiers trimestres de l'année par rapport à la période correspondante de 1983. En effet, bien que la progression enregistrée au troisième trimestre soit faible (0,9%), les dépenses de consommation pour les neuf premiers mois de l'année s'accroissent de 3,6%, toujours par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes d'automobiles jouent un rôle prédominant dans la croissance de la consommation; on évalue en effet à 2,5% seulement la croissance des dépenses de consommation autre que pour les automobiles et pièces pour cette même période. Ces postes de dépenses contribuent pour 36% de l'augmentation observée alors qu'elles ne représentent que 8,2% du total des dépenses en biens et services des consommateurs.

Malgré la volonté de compression exprimée par les différents niveaux de gouvernement, le rythme de croissance des dépenses publiques demeure relativement élevé en 1984. Ainsi les comptes nationaux du Canada révèlent que pour les trois premiers trimestres de 1984, les dépenses courantes des gouvernements (en dollars de 1971) sont en hausse de 2,7% par rapport à la même période de l'année précédente; les dépenses en capital des gouvernements augmentent pour leur part de 5,7%.

De plus, les entrepreneurs sont réservés dans leurs dépenses d'investissement en 1984. Les investissements des entreprises en construction non résidentielle ainsi qu'en machines et matériel s'accroissent pour les trois premiers trimestres de 1984 de 1,1% et ce en dépit de la croissance de 7,8% enregistrée au cours du trimestre d'été. Un certain nombre de facteurs peuvent expliquer ce manque de dynamisme. Ainsi, les profits, bien qu'en hausse de 25,2% (neuf premiers mois de 1984 par rapport à la même période en 1983), enregistrent la presque totalité de leurs gains au premiers trimestre.

La diminution importante de l'activité liée aux méga-projets du secteur énergétique affecte aussi sérieusement les investissements des entreprises. Si on exclut les secteurs liés à l'énergie, on évalue à 6,6% l'augmentation des dépenses en construction non résidentielle et en machines et matériel réalisées par les entreprises, une croissance nettement supérieure à celle de 1,1% dans l'ensemble des secteurs.

Un autre secteur où l'économie canadienne donne en 1984 des signes de faiblesse est l'industrie de la construction résidentielle. Le nombre de mises en chantier estimé en données désaisonnalisées passe d'un rythme annuel de 145 000 unités au premier trimestre à 132 000 au deuxième, pour ensuite remonter à 145 000 au cours de l'été. Les données pour octobre et novembre (125 000 et 121 000) laissent entrevoir un quatrième trimestre plus faible de sorte que le total annuel serait de l'ordre de 137 000 unités comparativement à 161 000 en 1983. Cette baisse s'explique en partie par l'évolution des taux d'intérêt et la disparition du programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété mais tient aussi à certains éléments de conjoncture régionale qui font en sorte que le dynamisme du marché de la construction résidentielle varie beaucoup d'une province à l'autre en 1984.

L'économie canadienne connaît jusqu'au milieu de l'année une hausse à peu près continuelle des taux d'intérêt. Le taux sur une hypothèque conventionnelle de 5 ns passe de 12,5% en moyenne en janvier à un sommet de 15,0% en juillet pour ensuite redescendre jusqu'à 12,7% en décembre. Les taux de court terme connaissent aussi un sommet en juillet: le taux de financement du papier commercial à 90 jours se situe à 12,95%, à un niveau supérieur de 315 points de base par rapport au observé en janvier et le taux préférentiel, à 13,5%, se situe à 250 points de base au dessus du taux observé en janvier. Un mouvement de repli s'amorce toutefois à partir de juillet si bien que le taux de financement du papier commercial à 90 jours n'atteint plus que 10,0% à la fin de décembre et le taux préférentiel se situe à 11,25% au même moment.

Les écarts de taux d'intérêt à court terme entre le Canada et les États-Unis qui étaient de l'ordre de 20 points de base pour le papier commercial à 90 jours au début de l'année atteignent approximativement 170 points de base en fin d'année.

On peut relier ce phénomène à la baisse du dollar canadien par rapport au dollar américain, celui-ci étant passé d'un cours de 80,1¢ U.S. en moyenne en janvier, à un niveau de l'ordre de 76,0¢ U.S. en décembre. La performance du dollar canadien par rapport aux principales autre monnaies est toutefois meilleure, celui-ci réussissant à gagner 10,8% par rapport à la Livre sterling britannique, 4,2% par rapport au Mark allemand et 0,2% par rapport au Yen japonais.

La dévaluation du dollar ne semble pas avoir d'impact immédiat trop important sur l'inflation puisque l'indice des prix à la consommation, qui avait au premier semestre de 1984 augmenté de 4,9% par rapport à la période correspondante de 1983, n'augmente que de 3,9% au cours du troisième trimestre et de 3,7% au dernier trimestre, portant la moyenne annuelle à 4,3%. L'indice des prix de vente dans l'industrie manufacturière connaît quant à lui une progression de 4,1% pour les dix premiers mois de 1984 par rapport à la période correspondante de 1983. La faible progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre n'est pas étrangère à la performance observée au chapitre des prix. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre n'augmenteraient que de 1,4% pour les 9 premiers mois de l'année.

3. REVUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

L'évolution des principaux indicateurs économiques du Québec au cours de l'année 1984 illustre que la croissance économique se poursuit mais à un rythme qui s'atténue graduellement tout au long de l'année. Cette section présente, de façon plus détaillée, l'évolution des indicateurs québécois au chapitre de la demande en biens et services, de la production de biens, de la main-d'oeuvre et de l'emploi, ainsi que des prix, salaires et revenus.

3.1 La demande en biens et services

La valeur des ventes au détail réalisées au Québec en 1984 se chiffre en moyenne à 2,3 milliards de dollars par mois pour la période de janvier à octobre, ce qui représente un accroissement de 12,5% en regard de la même période en 1983. Il s'agit d'une augmentation très significative compte tenu que la croissance moyenne de l'indice des prix à la consommation à Montréal demeure inférieure à 5% au cours de cette période. Comme en 1983, ce sont les concessionnaires d'automobiles neuves qui connaissent la plus forte croissance de leurs ventes (32,3% pour les dix premiers mois de 1984); les marchands de meubles (14,5%), d'appareils ménagers (17,1%), de téléviseurs, radios et accessoires (30,4%) bénéficient aussi d'un accroissement important de leurs ventes. Les ventes de biens non durables et semi durables s'accroissent à un rythme

Tableau 3.1

Principaux indicateurs économiques du Québec

(Données brutes et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984[1]	I	II	III	IV*
Demande en biens et services										
Ventes au détail ('000 000 $)		20 894,9	22 670,6	23 496,8	25 783,8	23 334,4[2]	6 116,5	7 658,4	7 082,8	2 476,7[5]
	Δ %	6,5	8,5	3,6	9,7	12,5	14,8	14,1	9,1	12,2
Mises en chantier		29 186	29 645	23 492	40 318	31 449	8 535	12 445	10 469	—
	Δ %	−30,1	1,6	−20,8	71,6	4,4	76,3	−24,0	17,4	—
Exportations chargées		—	15 065,0	14 383,0	14 996,0	12 756,4	3 934,6	4 555,3	4 242,9	—
au Québec ('000 000 $)	Δ %	—	—	−4,5	4,3	15,8	21,0	14,2	12,5	—
Immobilisation ('000 000 $)		12 818,9	13 739,2	13 097,5	13 748,5	15 055,3[3]	—	—	—	—
	Δ %	8,1	7,2	−4,7	5,0	9,5	—	—	—	—
Production de biens et services										
Expéditions ('000 000 $)		44 906,3	50 243,7	48 144,1	52 418,7	47 538,4[2]	14 038,4	14 722,0	13 857,5	4 920,4[5]
	Δ %	14,1	11,9	−4,2	8,9	10,2	16,5	11,5	5,6	3,6
Énergie électrique produite		97 807	102 904	100 020	110 539	88 629	35 096	27 740	25 793	—
('000 000 KWH)	Δ %	10,0	5,2	−2,8	10,5	10,7	12,4	9,3	9,8	—
Main-d'oeuvre et emploi										
Population active ('000)		2 988	3 040	2 998	3 069	3 123	3 047	3 146	3 195	3 103
	Δ %	3,1	1,7	−1,4	2,4	1,9	2,9	1,7	1,3	1,2
Taux d'activité	%	61,2	61,5	60,0	60,9	61,5	60,2	62,1	62,9	61,0
Emploi ('000)		2 694	2 726	2 585	2 642	2 722	2 610	2 731	2 823	2 725
	Δ %	2,8	1,2	−5,2	2,2	3,0	4,4	3,1	2,6	2,1
Taux de chômage	%	9,8	10,3	13,8	13,9	12,8	14,3	13,2	11,6	12,2
Prix, sslaires et revenus										
Indice des prix		89,0	100,0	111,6	117,8	122,6	121,2	122,6	123,1	123,7
à la consommation	Δ %	10,3	12,4	11,5	5,6	4,3	5,2	4,7	3,7	3,1
Salaires et traitements		37 514,8	42 386,0	44 067,1	45 761,6	36 372,2	11 645,3	12 256,8	12 470,1	—
('000 000 $)	Δ %	13,7	13,0	4,0	3,8	7,4	10,5	6,3	5,7	—
Rénumération hebdomadaire		315,4	351,6	386,1	411,6	434,7	432,1	436,6	434,5	—
moyenne ($)	Δ %	11,0	11,5	9,8	6,6	5,6	8,0	6,7	4,9	

* Mois connus

1. Pour Main-d'oeuvre et emploi ainsi que Indice du prix à la consommation, les douze mois de 1984 sont connus; pour les autres variables, seuls les mois de janvier à septembre sont connus, sauf indication contraire.
2. Janvier à octobre 1984.
3. Intentions révisées à la mi-année.
4. Janvier à novembre 1984.
5. Octobre 1984.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

Ventes au détail au Québec selon le type de commerce

(en '000 000 $, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

		1980	1981	1982	1983	1984[1]	1984 I	1984 II	1984 III	1984 IV[2]
Tous les magasins d'aliments		6 306,8	6 981,5	7 409,9	7 648,1	6 721,9	1 911,1	2 087,9	2 055,5	667,5
	Δ %	9,8	10,7	6,1	3,2	7,3	9,5	8,3	4,9	6,1
Grands magasins		1 738,3	1 809,0	1 796,5	1 951,0	1 584,6	389,2	522,3	490,8	182,2
	Δ %	7,6	4,1	−0,7	8,6	9,0	9,2	11,7	7,7	5,2
Concessionnaires d'autos		3 636,6	3 521,3	2 993,0	3 834,5	4 250,6	1 092,1	1 547,2	1 160,0	451,3
	Δ %	−4,4	−3,2	−15,0	28,1	32,3	41,6	31,9	25,1	32,4
Stations services, garages et pièces, autos d'occasion		2 546,0	3 106,2	3 622,0	3 816,8	3 420,5	903,6	1 082,0	1 063,6	371,2
	Δ %	9,7	22,0	16,6	5,4	9,3	12,8	9,7	5,8	9,9
Vêtements et chaussures		1 349,0	1 573,8	1 587,5	1 868,0	1 552,2	352,7	536,2	477,3	186,0
	Δ %	9,6	16,7	0,9	17,7	6,6	2,8	8,9	7,3	5,7
Meubles, téléviseurs et appareils ménagers		621,0	626,6	628,1	831,9	794,1	201,3	247,0	256,3	89,5
	Δ %	−2,1	0,9	0,2	32,4	18,7	29,0	19,1	11,9	16,9
Quincailleries		309,0	316,1	320,7	373,1	316,6	61,1	114,3	107,6	33,6
	Δ %	5,5	2,3	1,5	16,3	4,1	1,1	9,3	0,0	6,2
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté		465,1	569,6	789,6	862,5	832,1	222,6	261,8	255,3	92,4
	Δ %	9,1	22,5	38,6	9,2	18,9	12,5	20,7	20,4	26,5
Librairies, papeteries, fleuristes		181,1	207,6	211,9	216,5	193,6	52,9	61,6	59,5	19,6
	Δ %	21,7	14,7	2,1	2,2	13,0	11,0	14,5	11,1	20,0
Magasins d'article de sports et accessoires		319,4	341,1	388,5	429,4	402,2	87,8	162,4	124,6	27,4
	Δ %	11,7	6,8	13,9	10,5	10,9	25,0	10,9	3,5	6,6
Bijouteries et magasins d'accessoires personnels		479,2	488,6	487,4	548,2	442,5	121,6	139,1	138,2	43,6
	Δ %	5,0	2,0	−0,3	12,5	6,4	9,4	9,0	1,7	5,6
Autres magasins		2 127,9	2 273,2	2 406,6	2 563,9	2 120,7	541,6	675,8	671,1	232,2
	Δ %	14,6	6,8	5,9	6,5	10,0	8,7	13,4	8,1	9,1
Total		**20 894,9**	**22 670,6**	**23 496,8**	**25 783,8**	**23 334,4**	**6 116,5**	**7 658,4**	**7 082,8**	**2 476,7**
	Δ %	**6,5**	**8,5**	**3,6**	**9,7**	**12,5**	**14,8**	**14,1**	**9,1**	**12,2**

1. Janvier à octobre 1984.
2. Octobre 1984.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 3.3

Importations dédouanées au Québec

Principaux produits ('000 000 $)

	Trois premiers trimestre de 1984	Δ %[1]
Voitures particulières et châssis	1 569,5	34,2
Autres substances bitumineuses brutes	1 367,8	6,6
Autres véhicules automobiles, pièces et accessoires	530,1	25,6
Tubes électroniques et semi-conducteurs	496,3	94,3
Vêtements de dessus non tricotés	422,3	34,6
Moteurs d'avions et pièces	319,4	40,7
Machines et matériel de bureau	268,1	15,2
Vêtements de dessus tricotés	255,5	37,1
Avions entiers avec moteurs	236,7	45,8
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	201,3	29,9
Assemblages, équipement et pièces d'avions	200,0	44,4
Téléviseurs, radios et phonographes	180,6	46,2
Total	**14 263,1**	**28,7**

1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

plus modéré, à l'exception des ventes des pharmacies (18,9%). En effet, les ventes des magasins d'alimentation progressent de 7,3% au cours des dix premiers mois de 1984, tandis que les ventes des magasins de vêtements et de chaussures s'accroissent de 6,6% par rapport à la même période de 1983. Les ventes des stations-service s'accroissent par ailleurs de 9% au cours des dix premiers mois de l'année alors qu'en 1983 la croissance de ces ventes avait été faible (3,6%).

Le dynamisme de la demande des consommateurs ne se transmet pas pleinement aux producteurs québécois. En 1984, les importations québécoises connaissent en effet une forte croissance; sans compter les achats du Québec dans le reste du Canada, la valeur des importations canadiennes dédouanées au Québec augmente de 28,7% au cours des neuf premiers mois de l'année et plusieurs produits de consommation contribuent à cette augmentation, notamment les voitures particulières et châssis (hausse de 34,2%), les vêtements de dessus non tricotés (34,6%) ou tricotés (37,1%), ainsi que les téléviseurs, radios et phonographes (46,2%); la valeur des importations dédouanées au Québec de ces quatre catégories de produits de consommation totalise près de 2,4 milliards de dollars pour les trois premiers trimestres de 1984, comparativement à 1,8 milliards de dollars pour la même période en 1983.

Au chapitre de l'investissement, le Québec se distingue de l'ensemble du Canada avec une augmentation de 9,5% des dépenses en immobilisations, par rapport à 1983, selon les données d'enquête revisées à la mi-année, comparativement à une hausse de 1,2% pour l'ensemble du

3.1 Investissements en immobilisations au Québec.
(Variation en %)

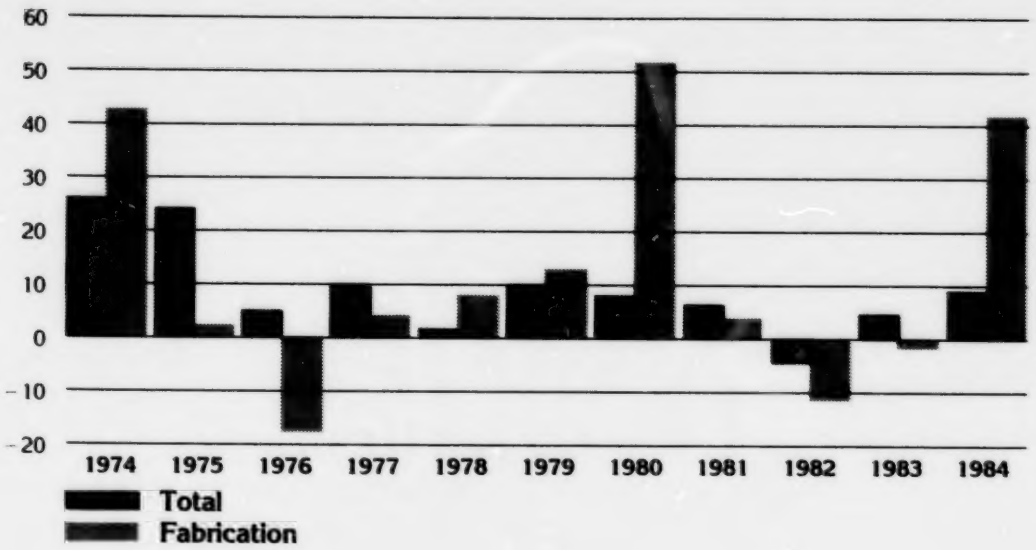


Tableau 3.4

Dépenses d'immobilisation selon les secteurs d'activité au Québec et au Canada
('000 000 $)

	Québec			Canada		
	1983	1984[1]	Δ %	1983	1984[1]	Δ %
Industries primaires et construction	1 158,8	1 323,2	14,2	15 589,3	16 214,5	4,0
Agriculture et pêche	661,1	701,5	6,1	4 541,7	4 548,8	0,2
Forêts	19,7	23,6	19,8	144,3	227,8	57,9
Mines, carrières et puits de pétrole	220,9	340,0	53,9	9 607,3	10 172,6	5,9
Construction (Dépenses des entrepreneurs)	257,2	258,1	0,3	1 296,0	1 265,3	−2,4
Fabrication	2 034,9	2 882,3	41,6	8 801,7	9 191,8	4,4
Services d'utilité publique	3 806,2	3 726,6	−2,1	16 033,7	15 143,3	−5,6
Commerce, finance et services commerciaux	1 443,4	1 663,2	15,2	9 332,3	10 146,1	8,7
Commerce	279,8	316,4	13,1	1 948,5	2 182,2	12,0
Finance	416,9	447,2	7,3	3 451,3	3 442,4	−0,3
Services commerciaux	746,7	899,6	20,5	3 932,5	4 521,5	15,0
Institutions et ministères gouvernementaux	2 225,7	2 573,1	15,6	11 796,4	12 628,7	7,1
Habitation	3 079,4	2 886,9	−6,3	12 871,8	12 002,7	−6,8
Total	**13 748,5**	**15 055,3**	**9,5**	**74 425,2**	**75 327,1**	**1,2**

1. Données d'enquête revisées à la mi-année.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Canada. Ces dépenses totalisent 15,1 milliards de dollars au Québec dont 8,9 milliards de dollars pour les immobilisations en construction résidentielle et non résidentielle, en hausse de 2,1%, et 6,2 milliards de dollars pour les immobilisations en machines et équipements, en hausse de 22,1%. Ceci implique un accroissement de plus d'un milliard de dollars des achats de machines et équipements dont une bonne partie provient de l'extérieur du Québec. Ainsi, parmi les principaux produits d'importation dédouanés au Québec, on retrouve les machines et le matériel de bureau dont les importations atteignent 268,1 millions de dollars aux trois premiers trimestres de 1984, en hausse de 15,2% par rapport à la même période de 1983.

Les dépenses en immobilisations s'accroissent de 6,1% dans l'agriculture et la pêche et de 19,8% dans l'industrie forestière. Dans le secteur primaire, ce sont les mines, carrières et puits de pétrole qui augmentent le plus leurs dépenses d'immobilisation, celles-ci passant de 220,9 millions de dollars en 1983 à 340 millions de dollars en 1984 (53,9%); les entreprises de ce secteur bénéficient d'un programme d'aide à l'investissement du gouvernement du Québec. Le secteur des transports, des communications et des autres services d'utilité publique compte pour environ 25% des dépenses d'immobilisation totales, avec 3,7 milliards de dollars en 1984. Les dépenses de ce secteur sont néanmoins en baisse de 2,1%, par rapport à 1983, suite à la diminution de près de 300 millions de dollars (-10,5%) des dépenses du secteur de

Tableau 3.5

Dépenses d'immobilisation de l'industrie manufacturière au Québec et au Canada
('000 000 $)

	Québec			Canada		
	1983	1984[1]	Δ %	1983	1984[1]	Δ %
1. Aliments et boissons	169,9	238,0	40,1	830,7	940,8	13,3
2. Tabac	31,8	31,2	−1,9	48,7	49,9	2,5
3. Caoutchouc et produits en matière plastique	35,6	45,4	27,5	192,6	215,4	11,8
4. Cuir	3,1	4,4	41,9	19,9	20,0	0,5
5. Textile	59,2	76,6	29,4	151,1	185,4	22,7
6. Bonneterie	14,3	15,8	10,5	24,3	23,8	−2,1
7. Habillement	7,6	11,2	47,4	16,3	24,7	51,5
8. Bois	35,3	54,6	54,7	221,2	350,5	58,5
9. Meubles et articles d'ameublement	7,1	6,7	−5,6	24,2	33,1	36,8
10. Papiers et produits connexes	425,4	526,9	23,9	1 062,4	1 272,8	19,8
11. Imprimerie et édition	38,1	74,3	95,0	174,2	251,1	44,1
12. Première transformation des métaux	256,3	742,4	189,7	693,2	1 192.6	72,0
13. Produits en métal	31,7	43,8	38,2	198,1	283,5	43,1
14. Fabrication de machines (sauf électriques)	60,0	70,8	18,0	224,8	255,9	13,8
15. Équipement de transport	89,4	110,6	23,7	794,5	733,1	−7,7
16. Produits électriques	166,8	137,3	−17,7	450,9	465,3	3,2
17. Produits minéraux non métalliques	42,0	52,8	25,7	132,9	164,2	23,6
18. Produits du pétrole et du charbon	175,2	122,0	−30,4	734,1	507,3	−30,9
19. Industrie chimique	144,1	189,4	31,4	1 695,5	1 028,9	−39,3
20. Industries manufacturières diverses	20,4	37,5	83,8	106,4	132,3	24,3
Total du secteur manufacturier	**2 034,9**	**2 882,3**	**41,6**	**8 801,7**	**9 191,8**	**4,4**

1. Données d'enquêtes révisées à la mi-année.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

l'électricité, du gaz et de l'eau, qui n'est pas compensée par la hausse de 20,4% des dépenses en immobilisations du secteur des transports, (incluant les dépenses pour la construction du gazoduc) qui passent de 672 millions de dollars en 1983 à 908 millions de dollars en 1984.

Dans le secteur du commerce, des finances, et des services commerciaux, de même que dans celui des institutions et des ministères gouvernementaux, les dépenses d'immobilisation connaissent une croissance de 15%. C'est cependant dans le secteur manufacturier que le Québec se distingue, avec une croissance de 41,6% des dépenses d'immobilisation en 1984, tandis que dans l'ensemble du Canada ces dépenses s'accroissent de 4,4%; de plus, le Québec ayant connu un recul moins important à ce chapitre en 1983, la part dans les dépenses totales d'immobilisation du secteur manufacturier au Canada s'est accrue de 19,8% en 1983, à 23,1% en 1983 et 31,4% en 1984. L'accroissement d'environ 850 millions de dollars des dépenses d'immobilisation du secteur manufacturier en 1984 provient d'une hausse de près de 500 millions de dollars dans l'industrie de la première transformation des métaux et de 100 millions de dollars dans l'industrie des papiers et des produits connexes, auxquelles s'ajoutent des augmentations significatives dans la plupart des industries manufacturières; l'industrie du pétrole et du charbon réduit cependant ses dépenses d'immobilisation de 53 millions et celle des produits électriques de 30 millions, les industries du tabac et du meuble connaissant pour leur part une légère baisse.

Par ailleurs, selon cette enquête sur les investissements privés et publics en 1984, les dépenses en immobilisations pour l'habitation seraient en baisse de 6,3% au Québec, par rapport à 1983. Cette évaluation de mi-année pourrait cependant être révisée à la hausse à moins qu'une baisse significative ait lieu dans les dépenses de réparation et de rénovation ou dans la valeur moyenne des logements. En effet, le nombre de logements mis en chantier qui atteint 31 449 unités au cours des trois premiers trimestre de 1984, se révèle en hausse de 4,4% en regard de la même période de 1983. Le nombre de mises en chantier est en baisse pour les logements simples et doubles, de 10,6% et 23,4% respectivement, alors que le nombre de mises en chantier est en hausse de 16% pour les logements en rangée et de 40,5% pour les appartements. Au dernier trimestre de 1984, cette croissance du nombre de mises en chantier se poursuit, d'après les statistiques disponibles pour les centres de 10 000 habitants et plus; celles-ci indiquent en effet une hausse de 14,1% du nombre de logements mis en chantier en octobre, suivie d'une baisse de 12,1% en novembre et d'une nouvelle hausse de 5,9% (données préliminaires) en décembre, par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.

Bien que les concepts diffèrent de ceux des comptes nationaux, les statistiques sur les finances publiques selon le système de gestion financière donnent une indication de l'évolution des dépenses de l'administration publique québécoise en 1984. Ces dépenses totalisent 21,4 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de

Tableau 3.6

Valeur des permis de bâtir pour la construction résidentielle par région administrative, 1983-1984

Données non-désaisonnalisées ('000 000 $)

				1984		
		1983	1984[1]	I	II	III
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie		45,9	26,3	2,2	12,7	11,5
	Δ %	125,0	−25,1	−73,7	−12,1	−7,4
Saguenay-Lac-St-Jean		77,4	69,8	12,5	31,2	26,1
	Δ %	109,8	16,3	51,5	7,0	15,4
Québec		315,8	193,2	32,5	91,8	68,9
	Δ %	77,2	−10,4	−24,3	−22,7	27,9
Trois-Rivières		115,9	106,4	14,7	53,3	38,5
	Δ %	123,9	35,5	2,8	34,3	56,5
Estrie		68,6	44,6	10,5	19,4	14,7
	Δ %	192,9	−4,7	14,8	−20,9	11,8
Montréal		1 290,2	886,1	217,5	372,7	295,9
	Δ %	65,6	−2,3	−15,2	−4,8	14,3
Outaouais		136,6	152,3	21,7	56,1	74,5
	Δ %	213,9	63,4	48,3	32,6	105,5
Abitibi-Témiscamingue		34,5	28,7	2,5	15,2	11,0
	Δ %	70,2	−2,0	50,0	6,9	−18,2
Côte-Nord-Nouveau-Québec		11,4	9,6	0,5	4,7	4,4
	Δ %	57,8	6,5	−68,8	29,8	14,6
Total		**2 096,3**	**1 516,9**	**314,6**	**657,0**	**545,3**
	Δ %	**80,6**	**2,9**	**−12,0**	**−3,1**	**24,3**

1. Données des neuf premiers mois seulement.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 3.7

Dépenses générales brutes de l'administration publique provinciale

Données préliminaires ('000 000 $)

	Trois premiers trimestre de 1984	Δ %[1]
Services généraux	1 878	19,8
Protection de la personne	498	0,4
Transports et communications	946	8,0
Santé	4 051	3,1
Services sociaux	2 042	27,1
Bien-être social	2 805	11,2
Éducation	4 484	−7,4
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	904	28,8
Environnement	129	−3,0
Loisirs et culture	276	30,8
Travail, emploi et immigration	234	67,1
Logement	463	80,9
Planification et aménagement	133	24,3
Transferts aux administration locales et aux entreprises propres	370	12,5
Service de la dette	2 146	34,5
Total	**21 358**	**10,6**

1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Source: Bureau de la Statistique du Québec.

1984, selon les données préliminaires, ce qui représente une augmentation de 10,6% par rapport aux trois premiers trimestres de 1983. Les dépenses pour l'éducation sont en baisse de 7,4% et celles pour la santé augmentent de 3,1% alors que les dépenses pour les services sociaux et le bien-être social sont en hausse de 17,4%. Le service de la dette et les services généraux sont par ailleurs en hausse de 34,5% et 19,8% respectivement pour la même période de comparaison. Du côté des administrations locales, les prévisions budgétaires des municipalités au Québec pour l'année 1984 font état de dépenses totalisant 4,4 milliards de dollars, en hausse de 6% par rapport aux prévisions budgétaires de 1983.

En ce qui concerne la demande extérieure, la valeur totale des exportations internationales[1] du Québec s'élève à 12 756 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 1984, ce qui constitue une augmentation de 15,8% par rapport aux trois premiers trimestres de 1983. Parmi les produits d'exportation traditionnels du Québec, on constate une augmentation importante de la valeur des exportations de papiers d'imprimerie (21,2%), de pâte de bois et pâtes similaires (32,2%) et de bois d'oeuvre (15,9%) tandis que la valeur des exportations s'accroît de 8% pour l'amiante non manufacturé, de 2,2% pour l'aluminium et les alliages et de 9,6% pour le minerai, les concentrés et déchets

---

1. Il s'agit de la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec, corrigée par le Bureau de la statistique du Québec en tenant compte du commerce interprovincial au Canada pour certains produits.

Tableau 3.8

Exportations chargées au Québec

Principaux produits (en '000 000 $ et variations par rapport à la période correspondante)

		1981	1982	1983	1984[1]
Papier d'imprimerie		2 293,1	2 238,7	2 120,5	1 889,6
	Δ %	—	−2,4	−5,3	21,2
Voitures particulières et châssis		1 063,5	775,5	1 352,1	1 081,1
	Δ %	—	−27,1	74,3	14,9
Aluminium y compris alliages		944,8	960,4	1 244,7	944,8
	Δ %	—	1,7	29,6	2,2
Bois d'oeuvre		449,0	496,2	563,8	492,0
	Δ %	—	10,5	13,6	15,9
Moteurs d'avion et pièces		691,7	461,4	467,5	438,4
	Δ %	—	−33,3	1,3	29,6
Minerais concentrés, déchets de fer		740,8	528,2	482,4	405,8
	Δ %	—	−28,7	−8,7	9,6
Tubes électroniques et semi-conducteurs		204,3	138,7	221,0	390,6
	Δ %	—	−32,1	59,3	182,5
Matériel de télécommunication commercial		238,3	217,9	300,6	315,9
	Δ %	—	8,6	38,0	59,9
Cuivre et alliages		445,4	364,6	477,3	298,1
	Δ %	—	−18,1	30,9	−20,3
Électricité		191,9	295,9	333,0	292,3
	Δ %	—	54,2	12,6	16,9
Amiante non manufacturé		437,8	375,0	355,2	279,0
	Δ %	—	−14,3	−5,3	8,0
Pâtes de bois et pâtes similaires		363,5	302,3	268,7	274,5
	Δ %	—	−16,8	−11,1	32,2
Viandes fraîches réfrigérées, congelées		329,4	405,1	332,1	258,6
	Δ %	—	23,0	−18,0	−5,8
Assemblages équipement et pièces d'avion		199,0	262,4	300,0	206,5
	Δ %	—	31,9	14,3	−5,5
Avions entiers, y compris moteurs		213,9	304,7	280,2	192,5
	Δ %	—	42,5	−8,0	3,1
Zinc, y compris alliages		170,5	133,0	198,9	176,8
	Δ %	—	−22,0	49,5	22,6
Machines et matériel de bureau		226,2	265,2	219,1	171,9
	Δ %	—	17,2	−17,4	4,8
Produits laitiers		131,3	201,9	201,4	146,8
	Δ %	—	53,8	−0,3	−13,9
Hydrocarbures et dérivés		255,1	211,9	165,9	127,6
	Δ %	—	−17,0	−21,7	4,3
Autres véhicules automobiles, pièces et accessoires		78,6	89,9	102,8	114,8
	Δ %	—	14,4	14,4	48,7
20 principaux produits		**9 668,1**	**9 129,0**	**9 987,3**	**8 497,4**
	Δ %	**—**	**−5,4**	**9,4**	**7,5**
Tous les produits		**15 065,0**	**14 383,0**	**14 996,0**	**12 756,4**
	Δ %	**—**	**−4,5**	**4,3**	**15,8**

1. Données des neuf premiers mois seulement.

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

de fer; par contre, elle diminue de 20,3% pour le cuivre et de 29,2% pour les métaux précieux. On note aussi une baisse de la valeur des exportations pour les produits agricoles, soit les viandes (-5,8%) et les produits laitiers (-13,9%). Par contre, il y a un accroissement très marqué de la valeur des exportations de tubes électroniques et semi-conducteurs (182,5%) et de celles du matériel de télécommunication (59,9%). Les voitures particulières et châssis ainsi que les moteurs d'avions et pièces demeurent parmi les principaux produits d'exportation du Québec avec des valeurs respectives de 1 081,1 millions de dollars, en hausse de 14,9% et de 438,9 millions de dollars, en hausse de 29,6%; la valeur des exportations d'autres véhicules automobiles est aussi en hausse de 48,7% mais, prise globalement, la valeur des exportations d'assemblage, équipement, pièces d'avion et des exportations d'avions entiers diminue légèrement. Finalement, comme au cours des dernières années, la valeur des exportations d'électricité aux États-Unis continue de s'accroître au cours des trois premiers trimestres de 1984, progressant de 16,9% par rapport aux trois premiers trimestres de 1983.

3.2 La production de biens

La valeur des expéditions des manufacturiers québécois est en hausse de 10,2% au cours des dix premiers mois de 1984, en regard des mêmes mois de 1983. C'est la valeur des expéditions de biens durables qui enregistre la plus forte augmentation, pour cette période de comparaison, soit 15,4%, tandis que la valeur des expéditions de biens non durables s'accroît de 7,6%. Parmi les industries de biens durables les

Tableau 3.9

Expéditions manufacturières du Québec par groupe d'industries

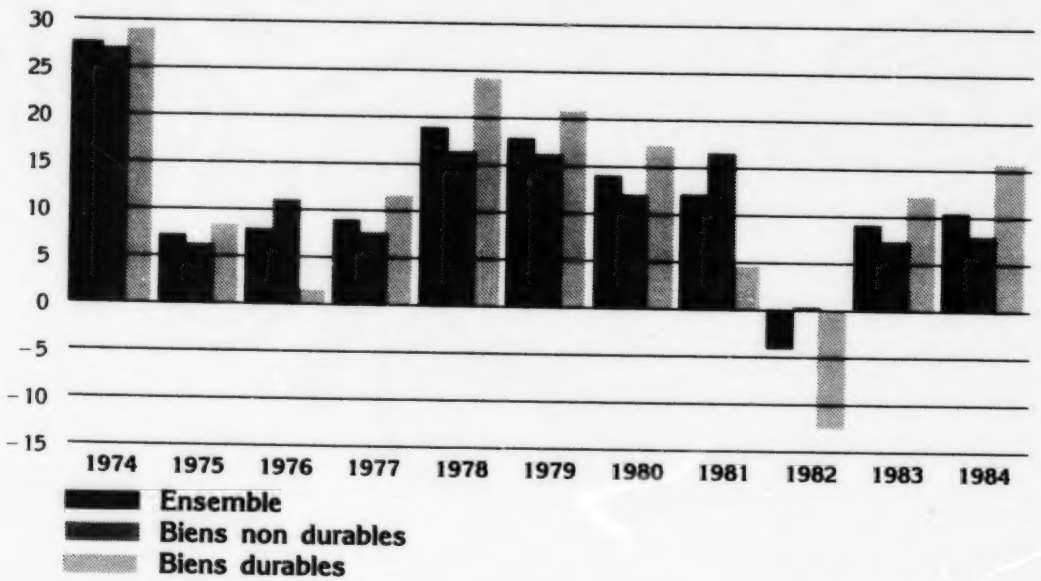
(000 000 $, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante).

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984[1]	I	II	III	IV[2]
Aliments et boissons		7 439,3	8 314,1	8 982,0	9 084,1	8 030,6	2 230,8	2 502,2	2 452,5	845,1
	Δ %	14,1	11,8	8,0	1,1	6,7	3,4	8,9	5,8	11,9
Tabac		557,1	606,1	668,2	707,6	592,8	161,8	196,1	183,8	51,1
	Δ %	14,0	8,8	10,3	5,9	4,4	7,6	4,6	0,0	10,4
Caoutchouc et produits en matière plastique		890,7	1 020,6	979,4	1 121,0	1 087,6	304,2	340,5	320,6	122,3
	Δ %	7,5	14,6	−4,0	14,5	16,8	19,0	16,1	14,8	18,3
Cuir		418,6	468,8	416,1	428,8	424,8	106,4	107,6	156,2	54,7
	Δ %	−1,7	12,0	−11,2	3,1	19,0	25,7	17,5	16,7	16,6
Textile		2 144,6	2 392,4	2 008,4	2 420,2	2 040,2	609,9	672,7	542,4	215,1
	Δ %	7,7	11,6	−16,1	20,5	2,4	4,5	3,5	1,2	−3,3
Bonneterie		600,1	650,9	617,5	697,8	618,9	171,4	184,3	191,6	71,6
	Δ %	14,8	8,5	−5,1	13,0	5,2	5,1	8,7	0,1	11,8
Habillement		2 382,3	2 512,3	2 317,5	2 520,0	2 282,6	676,0	607,3	738,8	260,7
	Δ %	1,4	5,5	−7,8	8,7	6,4	4,3	11,1	4,8	6,0
Bois		1 590,3	1 740,9	1 500,3	2 072,4	1 916,2	521,8	640,4	562,0	192,1
	Δ %	−1,1	9,5	−13,8	38,1	10,0	23,0	11,7	0,5	4,1
Meubles et articles d'ameublement		739,8	842,3	714,5	867,0	790,6	235,4	241,7	221,6	91,9
	Δ %	5,7	13,9	−15,2	21,3	11,4	22,6	10,4	1,2	14,9
Papiers et produits connexes		4 529,6	5 199,9	5 043,2	5 384,6	5 072,8	1 467,5	1 567,1	1 502,2	535,9
	Δ %	12,8	14,8	−3,0	6,8	14,3	20,5	15,2	10,3	7,9
Imprimerie et édition		1 621,5	1 840,9	1 878,9	2 024,5	1 898,7	542,5	586,0	556,9	213,4
	Δ %	19,9	13,5	2,1	7,7	15,1	14,0	14,9	15,1	18,4
Première transformation des métaux		3 603,7	3 618,1	2 947,7	3 639,4	3 562,0	1 090,2	1 131,5	991,6	348,6
	Δ %	28,3	0,4	−18,5	23,5	20,9	51,1	20,9	6,5	−2,2
Produits en métal		3 348,6	3 066,5	3 126,2	2 983,7	2 851,1	862,6	806,3	885,6	296,6
	Δ %	25,9	−8,4	1,9	−4,6	19,7	23,4	18,2	26,5	−1,6
Machinerie (sauf électrique)		1 234,1	1 466,2	1 292,0	1 092,1	937,3	275,0	291,9	266,6	103,9
	Δ %	17,0	18,8	−11,9	−15,5	4,7	5,3	−8,2	14,6	24,4
Équipement de transport		3 681,3	3 976,8	3 150,7	3 702,3	3 442,0	1 109,4	1 157,9	894,4	280,3
	Δ %	20,3	8,0	−20,8	17,5	12,5	33,7	11,3	4,8	−16,3
Produits électriques		1 979,8	2 176,8	2 046,2	2 229,2	2 105,0	594,5	655,4	632,6	222,5
	Δ %	15,2	9,9	−6,0	8,9	15,7	16,7	18,1	15,0	8,2
Produits minéraux non métalliques		912,8	1 005,7	919,0	1 008,8	1 019,4	221,6	329,8	338,9	129,0
	Δ %	0,3	10,2	−8,6	9,8	20,1	32,4	24,4	9,2	21,7
Produits du pétrole et charbon		3 786,4	5 418,0	5 740,2	6 138,1	4 988,7	1 738,0	1 494,9	1 279,0	476,7
	Δ %	14,4	43,1	5,9	6,9	0,7	16,3	4,9	−13,6	−14,1
Industrie chimique		2 623,7	3 015,1	2 925,2	3 301,2	2 967,2	873,5	923,5	864,0	306,3
	Δ %	14,0	14,9	−3,0	12,9	8,0	10,5	9,2	4,2	8,4
Industries manufacturières diverses		822,2	911,2	870,9	995,9	909,7	246,0	285,0	276,1	102,6
	Δ %	9,9	10,8	−4,4	14,4	10,5	10,2	17,3	6,9	3,8
Total		**44 906,3**	**50 243,7**	**48 144,1**	**52 418,7**	**47 538,4**	**14 038,4**	**14 722,0**	**13 857,5**	**4 920,4**
	Δ %	**14,1**	**11,9**	**−4,2**	**8,9**	**10,2**	**16,5**	**11,5**	**5,6**	**3,6**

1. Janvier à octobre 1984.
2. Octobre 1984.

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

3.2 Expéditions manufacturières au Québec.
(Variation en %)



hausses les plus importantes se situent dans les industries des métaux primaires (20,9%), des produits métalliques (19,7%), des produits minéraux non métalliques (20,1%), des appareils et du matériel électrique (15,7%) et du matériel de transport (12,5%), les augmentations sont de 10% dans l'industrie du bois, de 11,4% dans l'industrie du meuble et des articles d'ameublement, et de 4,7% dans l'industrie de la machinerie. En ce qui a trait aux industries de biens non durables, celles qui se distinguent sont les industries des papiers et des produits connexes (14,3%), de l'imprimerie et de l'édition (15,1%), des produits du cuir (19%) et des produits du caoutchouc et des plastiques (16,8%). L'industrie chimique connaît aussi une croissance assez forte de la valeur de ses expéditions (8%), mais pour l'industrie des produits du pétrole et du charbon la croissance n'est que de 0,7%. Finalement les industries des aliments et boissons (6,7%), du textile (2,4%) de la bonneterie (5,2%) et de l'habillement (6,4%) connaissent des augmentations modérées de la valeur de leurs expéditions.

Dans le secteur primaire, l'activité minière est plus forte qu'en 1983; au cours des neuf premiers mois de 1984 le volume total de minerai extrait au Québec est en hausse de 4,3%, par rapport à la période de 1983, tandis que le volume de minerai traité s'accroît de 9,2%, malgré une diminution de 4,5% du volume de minerai d'amiante traité. L'accroissement du volume des expéditions est cependant très variable selon les minéraux: hausse de 25% pour le minerai de fer, de 11,4% pour le zinc, et de 4,6% pour les métaux précieux, mais diminution de 5% pour le cuivre, de 3,2% pour l'argent et de 1,1% pour l'amiante.

Par ailleurs, de janvier à novembre 1984, les recettes monétaires agricoles sont en hausse de 11% en regard de la même période de 1983; la hausse est de 18,4% pour les produits de la culture et de 9% pour les produits de l'élevage.

L'amélioration de la situation économique qui se poursuit en 1984 contribue à réduire de 13,6% le nombre total des faillites commerciales qui passe de 3 602 au cours des onze premiers mois de 1983 à 3 113 pour la même période en 1984. Le nombre de faillites diminue dans tous les secteurs à l'exception du primaire où il passe de 162 à 215 pour la même période de comparaison. Pour l'ensemble du Canada le nombre de faillites commerciales diminue de 6,4% de 9 520 à 8 910 pour la même période considérée.

3.3 La main-d'oeuvre et l'emploi

Au cours de l'année 1984, la population[1] âgée de 15 ans et plus augmente en moyenne de 35 000 personnes par rapport à 1983. Pendant cette période, la population active s'accroît de 54 000 personnes (soit 1,8% de plus qu'en 1983) faisant ainsi passer le taux d'activité de 60,9% en 1983 à 61,5% en 1984, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage. Des 54 000 personnes qui joignent les rangs de la population active en 1984, 12 000 sont des hommes et 42 000 des femmes. Pour 1984, le

---

1. Population civile vivant hors institution et âgée de 15 ans et plus.

taux d'activité chez les hommes atteint 74,7% (identique au taux de 1983) et chez les femmes, il se situe à 49,1% (47,8% en 1983). Par ailleurs, la population active des jeunes de 15 à 24 ans diminue de 11 000 tandis que celle des 25 ans et plus s'accroît de 65 000.

Le nombre d'emplois augmente de 3,0% (80 000) au cours de l'année 1984 comparativement à 1983 où la hausse avait été de 2,2%. A l'exception de l'agriculture, (-3,2%) les transports, communications et autres services d'utilité publique (-4,6%), de même que l'administration publique (-0,4%), on note des augmentations du nombre d'emplois dans tous les autres secteurs de l'activité économique, particulièrement dans les secteurs des mines, carrières, et puits de pétrole (8%), des forêts (2,5%), de la fabrication (5%), de la construction (4,7%) et du commerce (5,1%).

Chez les personnes âgées de 25 ans et plus, l'emploi progresse de 3,2% entre 1983 et 1984. Parmi les personnes de ce groupe, le nombre d'emplois occupés par des femmes augmente de 5,9% tandis que le nombre de ceux occupés par des hommes croît de 1,6%. Par ailleurs, les jeunes de 15 à 24 ans occupent 2,3% plus d'emplois en 1984 qu'en 1983. Ce sont les jeunes hommes qui en bénéficient, leur nombre d'emplois augmentant de 5,2% en comparaison d'une diminution de 0,8% pour les jeunes femmes.

3.3 Emploi total et population active au Québec.
('000)

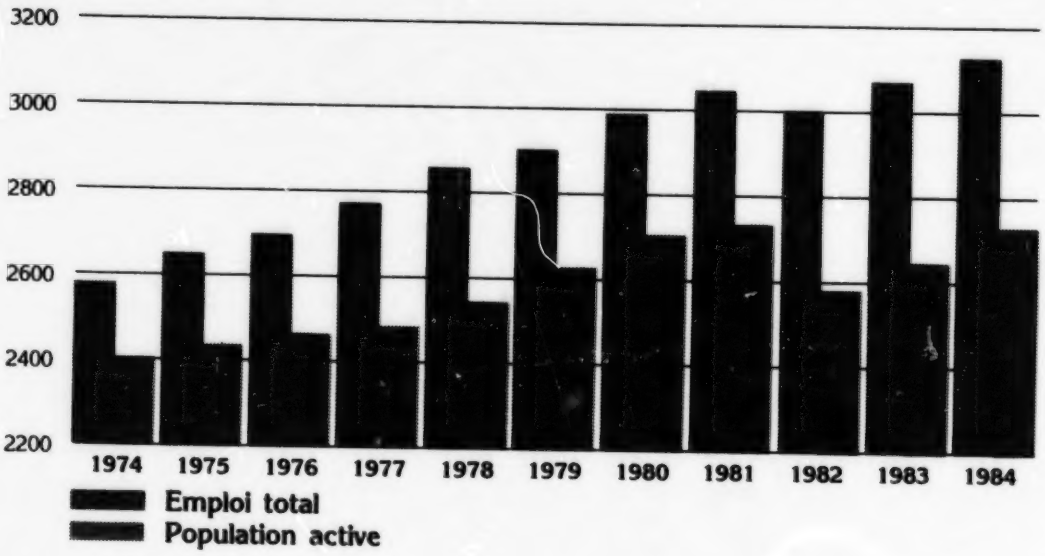


Tableau 3.10

Population active, emploi et chômage au Québec
('000 personnes, données non-désaisonnalisées)

	Population active			Emploi			Chômage			Taux de chômage	
	1 1984	2 1983	3 (1)-(2)	1 1984	2 1983	3 (1)-(2)	1 1984	2 1983	3 (1)-(2)	1984	1983
Janvier	3 007	2 924	83	2 580	2 477	103	427	447	−20	14,2	15,3
Février	3 054	2 958	96	2 611	2 498	113	443	460	−17	14,5	15,6
Mars	3 079	3 003	76	2 638	2 522	116	441	481	−40	14,3	16,0
Avril	3 059	3 004	55	2 639	2 557	82	420	448	−28	13,7	14,9
Mai	3 154	3 093	61	2 733	2 649	84	421	443	−22	13,3	14,3
Juin	3 226	3 185	41	2 821	2 739	82	404	446	−42	12,5	14,0
Juillet	3 245	3 199	46	2 886	2 790	96	359	409	−50	11,1	12,8
Août	3 197	3 173	24	2 823	2 765	58	374	408	−34	11,7	12,8
Septembre	3 143	3 093	50	2 760	2 703	57	383	390	−7	12,2	12,6
Octobre	3 131	3 077	54	2 756	2 690	66	375	387	−12	12,0	12,6
Novembre	3 114	3 059	55	2 721	2 668	53	393	391	2	12,6	12,8
Décembre	3 065	3 059	6	2 699	2 646	53	366	413	−47	11,9	13,5
Année	3 123	3 069	54	2 722	2 642	80	401	427	−26	12,8	13,9

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec

Tableau 3.11

Emploi par secteur d'activité au Québec

('000 personnes, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Secteur primaire		126	131	118	125	128	104	128	148	127
	Δ %	4,2	4,0	−9,6	5,8	1,9	−3,7	2,7	−2,4	8,7
Agriculture		78	79	77	80	77	67	80	87	74
	Δ %	14,9	0,5	−2,4	3,6	−3,2	−6,1	−3,2	−6,5	3,7
Autres industries primaires		48	52	42	46	51	38	49,3	62,7	53
	Δ %	−8,9	9,9	−20,4	10,1	6,7	0	8,8	3,9	13,7
Secteur secondaire		735	718	655	649	681	631	678	721	695
	Δ %	0,9	−2,3	−8,8	−0,9	5,0	4,4	7,2	6,2	2,2
Fabrication		619	593	542	533	560	538	561	577	562
	Δ %	2,3	−4,3	−8,7	−1,6	5,0	5,3	8,2	5,5	1,4
Construction		115	125	113	116	121	93	116	144	132,7
	Δ %	−6,1	8,1	−9,3	2,5	4,7	−0,7	2,9	9,1	5,9
Secteur tertiaire		1 832	1 876	1 810	1 867	1 913,3	1 873	1 924	1 952	1 904
	Δ %	3,5	2,4	−3,5	3,1	2,5	4,9	1,9	1,6	1,7
Transports, entreposage, communications et autres services publics		230	230	218	212	202	196	209	202	203
	Δ %	−4,3	−0,3	−4,9	−2,8	−4,6	−6,4	−2,9	−7,8	−1,0
Commerce		452	468	441	457	480	454	470	502	496
	Δ %	2,7	3,4	−5,8	3,7	5,1	4,4	1,4	7,3	7,2
Finances, assurances et affaires immobilières		151	140	135	143	146	146	149	149	142
	Δ %	20,3	−7,0	−3,9	6,2	2,5	4,8	6,4	1,6	−2,5
Services socio-culturels, personnels et commerciaux		812	844	832	858	888	879	896	901	876,3
	Δ %	4,7	3,9	−1,4	3,1	3,5	8,2	3,6	1,7	1,0
Administration publique et défense		187	195	184	197	196	198	200	199	186
	Δ %	−0,5	4,6	−5,5	6,6	−0,4	4,8	−2,3	−1,8	−2,1
Total, ensemble des secteurs		**2 694**	**2 726**	**2 585**	**2 642**	**2 722**	**2 610**	**2 731**	**2 823**	**2 725**
	Δ %	**2,8**	**1,2**	**−5,2**	**2,2**	**3,0**	**4,4**	**3,1**	**2,6**	**2,1**

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Au cours de 1984, le nombre d'emplois à temps partiel s'accroît de 4,3%, soit de 6,6% chez les hommes et de 3,3% chez les femmes. Par contre, le taux de croissance du nombre d'emplois à temps plein est plus faible, celui-ci s'établissant à 2,8% pour 1984 par rapport à 1983. Le nombre d'hommes occupant un emploi à temps plein augmente de 2% pendant cette période tandis que la hausse est de 4,5% chez les femmes.

Entre 1983 et 1984, le rapport emploi/population des 15 ans et plus passe de 52,4% à 53,6%. Ainsi en 1984, il y a en moyenne 1,2 personne employée de plus sur cent personnes de 15 ans et plus qu'en 1983. Chez les jeunes (15 à 24 ans), ce rapport augmente de 2,7 points de pourcentage pour atteindre 49,7% en 1984. Pour les 25 ans et plus, il s'établit à 54,8% en hausse de 0,7 point par rapport à 1983.

Le nombre de personnes en chômage au Québec s'élève en moyenne à 400 500 en 1984, ce qui représente une baisse de 26 000 (-6,2%) comparativement à 1983. Cette baisse du nombre de chômeurs compte tenu de l'augmentation de la population active se traduit par une diminution de 1,1 point de pourcentage du taux de chômage qui se situe ainsi à 12,8% en moyenne sur l'ensemble de l'année 1984. C'est dans le groupe des personnes âgées de 15 à 24 ans où la population active diminue que l'on retrouve la quasi totalité de la diminution du nombre de chômeurs. En effet, on y dénombre 24 000 chômeurs de moins qu'en 1983 (-14,8), ce qui fait baisser le taux de chômage au sein de ce groupe à

Tableau 3.12

Évolution de l'emploi à plein temps et à temps partiel au Québec

('000 personnes, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Emploi à plein temps										
Total		2 419	2 421	2 270	2 298	2 364	2 237	2 380	2 502	2 336
	Δ %	2,3	0,1	−6,2	1,2	2,8	3,7	3,1	2,8	1,8
Hommes		1 580	1 567	1 465	1 473	1 502	1 408	1 504	1 596	1 501
	Δ %	0,9	−0,8	−6,5	0,6	2,0	2,5	1,7	1,7	2,0
Femmes		840	854	805	825	862	829	876	905	836
	Δ %	5,0	1,6	−5,6	2,4	4,5	5,6	5,7	4,9	1,6
Emploi à temps partiel										
Total		274	306	314	344	359	372	351	322	389
	Δ %	8,0	11,3	2,8	9,5	4,3	9,3	3,1	0,3	4,1
Hommes		81	92	96	102	109	119	110	9,2	116
	Δ %	8,8	13,6	3,8	7,0	6,6	7,6	7,1	2,2	8,8
Femmes		193	214	219	242	250	254	241	230	273
	Δ %	7,6	10,5	2,4	10,5	3,3	10,0	1,5	−0,3	2,2

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 3.13

Répartition de l'emploi selon l'âge et le sexe au Québec

('000 personnes, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Emploi 15 ans et plus		2 693,8	2 726,3	2 584,6	2 642,0	2 722,3	2 609,7	2 731,0	2 823,0	2 725,3
Total	Δ %	2,8	1,2	−5,2	2,2	3,0	4,4	3,1	2,6	2,1
Hommes		1 661,0	1 659,3	1 560,4	1 575,7	1 611,3	1 526,3	1 624,3	1 688,0	1 616,3
	Δ %	1,3	−0,1	−6,0	1,0	2,3	2,9	2,0	1,7	2,4
Femmes		1 032,8	1 066,8	1 024,0	1 066,4	1 111,0	1 083,3	1 116,7	1 135,0	1 109,0
	Δ %	5,5	3,3	−4,0	4,1	4,2	6,6	4,7	3,8	1,7
Emploi 15 à 24 ans		650,1	639,3	552,8	553,2	566,0	514,3	573,0	627,7	549,0
Total	Δ %	1,2	−1,7	−13,5	0,1	2,3	5,5	2,7	0,2	1,5
Hommes		348,7	339,8	285,3	283,8	298,5	262,0	303,3	341,3	287,3
	Δ %	1,4	−2,6	−16,0	−0,6	5,2	8,7	5,6	3,0	4,4
Femmes		301,4	299,4	267,4	269,4	267,3	251,7	269,7	286,0	262,0
	Δ %	0,9	−0,7	−10,7	0,7	−0,8	2,0	−0,2	−3,2	−1,3
Emploi 25 ans et plus		2 043,8	2 086,9	2 031,8	2 088,8	2 156,3	2 095,3	2 158,0	2 195,3	2 176,3
Total	Δ %	3,4	2,1	−2,6	2,8	3,2	4,2	3,2	3,2	2,3
Hommes		1 312,5	1 319,6	1 274,9	1 291,9	1 312,6	1 264,0	1 311,0	1 346,3	1 329,0
	Δ %	1,2	0,5	−3,4	1,3	1,6	1,8	1,3	1,4	2,0
Femmes		731,5	767,4	756,8	796,8	843,7	831,3	847,0	849,0	847,3
	Δ %	7,5	4,9	−1,4	5,3	5,9	8,1	6,5	6,3	2,8

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

3.4 Taux de chômage selon l'âge au Québec.
(%)

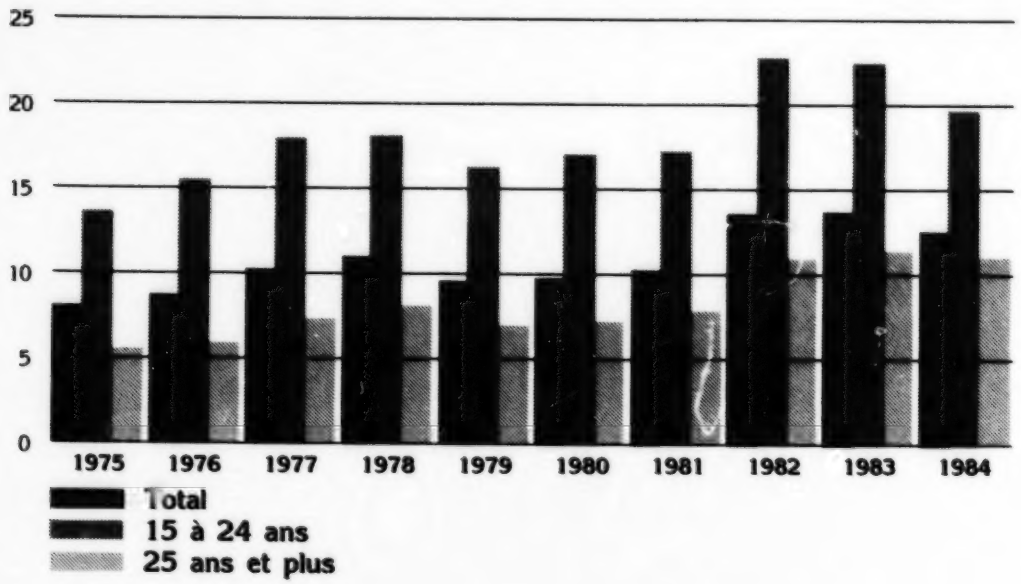


Tableau 3.14

Taux de chômage selon l'âge et le sexe au Québec
(Données non désaisonnalisées en %)

						1984			
	1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Taux de chômage 15 ans et plus									
Total	9,8	10,3	13,8	13,9	12,8	14,3	13,2	11,6	12,2
Hommes	9,3	9,7	13,7	13,9	12,5	14,7	13,2	10,6	11,5
Femmes	10,8	11,3	13,9	14,0	13,3	13,8	13,1	13,1	13,2
Taux de chômage 15 à 24 ans									
Total	17,1	17,4	23,1	22,8	19,9	22,6	20,8	17,5	18,4
Hommes	17,7	18,5	25,5	25,2	20,8	25,1	21,9	16,8	19,3
Femmes	16,5	16,1	20,4	20,2	18,8	19,8	19,4	18,2	17,5
Taux de chômage 25 ans et plus									
Total	7,2	7,9	10,8	11,2	10,8	12,0	10,9	9,8	10,4
Hommes	6,7	7,1	10,5	10,9	10,4	12,2	10,9	8,9	9,6
Femmes	8,2	9,2	11,4	11,6	11,4	11,8	11,0	11,3	11,7

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 3.15

Répartition de l'emploi par région au Québec

('000 personnes, données non-désaisonnalisées et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente).

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie		82,9	74,9	65,0	71,1	78,3	67,7	79,7	93,0	72,7
	Δ %	9,8	−9,6	−13,2	9,4	10,1	18,7	14,4	12,5	−3,1
Saguenay–Lac-St-Jean		109,4	94,7	90,6	88,9	92,0	82,3	91,3	100,0	94,3
	Δ %	9,6	−13,5	−4,3	−1,8	3,5	2,9	0,7	3,1	8,2
Québec		415,0	419,2	397,9	402,8	424,3	394,7	429,3	445,3	427,7
	Δ %	3,8	1,0	−5,1	1,2	5,3	5,1	6,6	5,2	4,5
Trois-Rivières		164,2	173,9	161,5	167,1	167,8	157,3	173,3	175,7	165,0
	Δ %	2,7	5,9	−7,1	3,5	0,4	0,6	−0,6	−1,7	3,8
Estrie		96,1	93,1	90,9	95,6	93,9	86,7	90,7	99,3	99,0
	Δ %	−0,3	−3,1	−2,3	5,1	−1,7	−3,0	−7,2	−2,6	6,1
Montréal		1 597,8	1 638,0	1 565,2	1 566,5	1 619,5	1 579,7	1 614,3	1 653,7	1 630,3
	Δ %	2,1	2,5	−4,4	0,1	3,4	4,8	3,4	2,9	2,5
Outaouais		111,1	110,1	106,3	115,6	110,9	109,0	111,3	113,7	109,7
	Δ %	0,4	−0,9	−3,4	8,7	−4,0	−2,4	−7,7	−2,3	−3,5
Nord-Ouest		46,7	51,6	53,6	55,5	55,5	55,0	57,7	54,7	54,7
	Δ %	−2,6	10,5	3,9	3,6	0,0	7,8	8,8	−6,8	−7,9
Côte-Nord–Nouveau-Québec		48,4	39,4	37,1	38,1	38,8	39,3	41,0	40,3	34,3
	Δ %	22,6	−18,6	−5,9	2,7	1,8	18,0	4,2	−4,0	−8,8

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

19,9% en 1984 comparativement à 22,8% en 1983. Dans le groupe des 25 ans et plus, le nombre de chômeurs ne varie presque pas (0,9%) entre 1983 et 1984, malgré l'augmentation de la population active; le taux de chômage passe de 11,2% en 1983 à 10,8% en 1984.

Un examen de l'emploi et du chômage selon les régions économiques au Québec permet d'observer qu'en 1984, le nombre d'emplois augmente principalement dans les régions du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie (10,1%), de Québec (5,3%), de Montréal (3,4%) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (3,5%). Par contre, il baisse en Outaouais (-4,0%) et en Estrie (-1,7%). Dans les autres régions, le taux de croissance de l'emploi varie entre 0 et 1,8%. Par ailleurs, le taux de chômage diminue d'un point de pourcentage ou plus entre 1983 et 1984, dans le Nord-Ouest (-2,5% points), en Estrie (-2,3 points), dans la région de Montréal (-1,3 point) et dans celle de Québec (-1 point); il baisse légèrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean (0,2 point). Il augmente dans la région Côte-Nord-Nouveau-Québec (3,2 points) et dans l'Outaouais (1,9 point).

3.4 Les prix, salaires et revenus

La croissance de l'indice de prix à la consommation à Montréal est légèrement plus faible en 1984 qu'au cours de l'année précédente; en effet, en 1983, l'indice des prix à la consommation s'était accru de 5,6% à Montréal alors que pour l'ensemble de l'année 1984, la croissance est de 4,2% en regard de 1983. Par rapport aux années de grande inflation que furent 1980, 1981 et 1982, c'est la croissance de

l'indice des prix de l'énergie qui connaît le ralentissement le plus marqué, le taux de croissance passant de 31,3% en 1981 à 7,2% en 1983, puis à 5,2% en 1984. Cependant, au début des années 1980, toutes les composantes de l'indice des prix à la consommation augmentaient à un rythme annuel supérieur à 10%, et en 1984, comme en 1983, le ralentissement s'est généralisé à l'ensemble des composantes; ainsi, c'est l'indice des prix des tabacs et alcools qui subit la plus forte augmentation au cours de l'année 1984, soit de 7,0%, suivi de l'indice des prix des aliments, en hausse de 4,8% en regard des mêmes mois de 1983. L'indice des prix des aliments est d'ailleurs le seul à s'accroître plus fortement en 1984 qu'en 1983 (2,7%). L'indice des prix de l'habitation s'accroît aussi un peu plus rapidement (4,4%) que l'indice d'ensemble au cours de 1984, alors que les indices de prix qui connaissent les plus faibles hausses sont ceux de l'habillement (2,3%) de loisirs (2,6%), de la santé (3,7%) et des transports (3,8%).

Pour l'ensemble du Canada, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation à 4,4% est légèrement plus élevé que celui observé à Montréal pour l'ensemble de l'année 1984. L'indice des prix de l'habitation augmente moins rapidement (3,8%) qu'à Montréal mais les indices de prix de l'énergie (5,5%), du transport (4,2%), des aliments (5,5%) et des loisirs (3,4%) connaissent des hausses un peu plus importantes qu'à Montréal.

3.5 Indice des prix à la consommation à Montréal (1981 = 100)

(Variations annuelles en %)

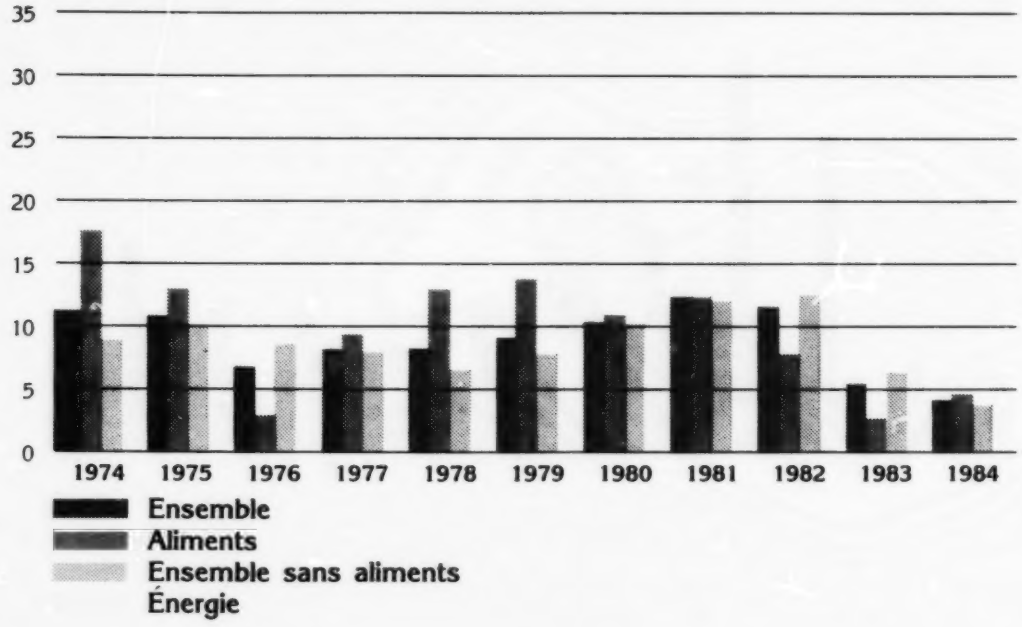


Tableau 3.16

Indice des prix à la consommation à Montréal et au Canada

(1981 = 100)

(Niveau et taux de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente).

							1984			
		1980	1981	1982	1983	1984	I	II	III	IV
Indice d'ensemble (Montréal)		89,0	100,0	111,6	117,8	122,7	121,2	122,6	123,1	124,0
	Δ %	10,3	12,4	11,5	5,6	4,2	5,2	4,7	3,7	3,2
Indice d'ensemble (Canada)		88,9	100,0	110,8	117,2	122,3	120,8	121,8	122,9	123,8
	Δ %	10,2	12,5	10,8	5,8	4,4	5,2	4,6	3,9	3,7
Ensemble sans les aliments		89,0	100,0	112,8	120,1	124,9	123,1	124,3	125,3	127,0
(Montréal)	Δ %	10,2	12,3	12,8	6,5	4,0	4,6	4,2	3,5	3,7
Aliments (Montréal)		88,8	100,0	107,9	110,8	116,1	115,7	117,6	116,5	114,8
	Δ %	11,0	12,5	7,9	2,7	4,8	7,1	6,5	4,2	1,5
Habitation (Montréal)		89,0	100,0	112,3	121,1	126,4	125,1	125,7	126,6	128,4
	Δ %	8,7	12,3	12,3	7,8	4,4	5,3	4,8	3,9	3,7
Transports (Montréal)		85,2	100,0	119,2	124,2	128,7	127,0	128,3	129,6	131,2
	Δ %	12,4	17,4	19,2	4,3	3,8	4,4	3,8	2,8	4,4
Énergie (Montréal)		76,2	100,0	125,3	134,4	141,4	139,3	139,9	140,9	145,5
	Δ %	16,8	31,3	25,3	7,2	5,2	8,1	4,4	2,0	6,5

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

La rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des salariés du Québec s'établit par ailleurs à 397 dollars en moyenne pour les mois de mars[1] à septembre 1984, en hausse de 4% par rapport aux mêmes mois de 1984. La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne ralentit au cours de 1984; le taux de croissance par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente passe en effet de 6% en mars, à 4% en moyenne d'avril à juin, et à 3,3% en moyenne de juillet à septembre. Cela s'observe dans tous les secteurs, la principale exception étant le secteur des mines, carrières et puits de pétrole où la croissance est plus forte au troisième trimestre (5,2%) qu'au deuxième trimestre (2,5%) de 1984. Pour la période de mars à septembre, l'augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne est particulièrement forte dans le secteur manufacturier (7,2%) ainsi que dans le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique (6,6%), tandis que l'augmentation est peu importante dans les secteurs du commerce (1,8%) et de la construction (1,4%).

En excluant le surtemps, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne demeure plus forte dans le secteur manufacturier (6,2%) que dans l'ensemble des industries (3,6%), pour les mêmes périodes de comparaison.

---

1. Voir la note au tableau 3.18.

Tableau 3.17

Taux de variation des composantes de l'indice des prix à la consommation à Montréal et au Canada

(1981 = 100)

	Montréal		Canada	
	1983	1984	1983	1984
Ensemble	5,6	4,2	5,8	4,4
• Aliments	2,7	4,8	3,7	5,5
• Habitation	7,8	4,4	6,8	3,8
• Habillement	3,6	2,3	4,0	2,4
• Transports	4,3	3,8	5,0	4,2
• Santé	6,8	3,7	7,0	3,9
• Loisirs	5,8	2,6	6,5	3,4
• Tabac et alcools	10,3	7,0	12,6	8,2
• Énergie	7,2	5,2	7,8	5,5
Ensemble (sans aliments)	6,5	4,0	6,4	4,0
Ensemble (sans aliments et énergie)	6,3	3,8	6,2	3,8
Ensemble (sans énergie)	5,3	4,1	5,6	4,3

Sources: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec

Tableau 3.18

Rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des salariés du Québec

(Données non-désaisonnalisées en $ et variations par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

		1984[1]	1984		
			I	II	III
Ensemble des industries		397,0	393,9	396,3	394,3
	Δ %	4,0	—	4,0	3,3
Forêt		476,7	513,7	479,4	461,1
	Δ %	4,4	—	9,1	−4,2
Mines, carrières et puits de pétrole		563,9	570,4	557,4	564,8
	Δ %	4,2	—	2,5	5,2
Manufacturier		437,1	436,2	436,6	436,5
	Δ %	7,2	—	7,1	6,5
Construction		505,7	499,1	497,3	514,6
	Δ %	1,4	—	0,8	0,3
Transport, communications et autres services d'utilité publique		525,1	521,6	523,4	529,7
	Δ %	6,6	—	6,9	6,1
Commerce		284,3	284,5	285,9	282,6
	Δ %	1,8	—	2,9	0,1
Finances, assurances et affaires immobilières		401,9	402,1	405,5	398,4
	Δ %	3,9	—	4,8	2,6
Services socio-culturels commerciaux et personnels		353,2	347,2	353,1	354,7
	Δ %	3,9	—	3,3	3,7

1. Données de mars à septembre 1984; les données de janvier et février ne sont pas comparables de 1983 à 1984 à cause du changement d'enquête survenu en 1983.

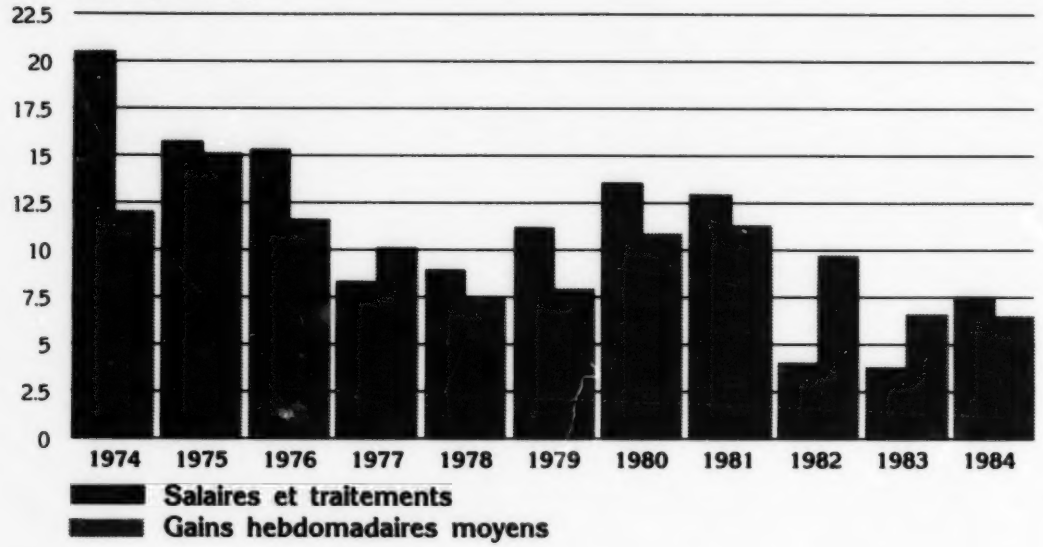
Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec.

La valeur totale des salaires et traitements versés dans l'ensemble de l'économie québécoise de janvier à septembre 1984 s'élève à 4 041,4 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 7,4% par rapport à la même période de 1983. Les salaires et traitements versés au premier trimestre de 1984 sont en hausse de 10,5% comparativement au premier trimestre de 1983 tandis que la hausse est de 6,3% au deuxième trimestre et de 5,7% au troisième. En 1983, cependant, les salaires et traitements avaient diminué de 1,5% au premier trimestre et s'étaient accrus ensuite de 4,5% au second trimestre et de 6,4% au troisième, en regard des mêmes trimestres de 1982.

Les revenus de transfert liés à l'assurance chômage diminuent en 1984 tandis que les prestations d'aide sociale continuent de s'accroître. Les prestations d'assurance chômage totalisent 2,5 milliards de dollars au cours des dix premiers mois de 1984, soit 1,8% de moins qu'au cours de la même période de 1983; le nombre mensuel moyen de bénéficiaires (312 854 personnes) est aussi en baisse de 6,1% pour la même période de comparaison. En ce qui à trait à l'aide sociale, les données préliminaires indiquent que le nombre mensuel moyen de bénéficiaires (695 629 personnes) est en hausse de 2,7% en 1984 et que les déboursés totaux (1974,1 millions de dollars) s'accroissant de 10,4% par rapport à 1983.

3.6 Salaires et traitements et gains hebdomadaires moyens au Québec.

(Variation en %)



Conclusion

Les facteurs qui contribuent à la croissance de l'économie du Québec en 1984 sont le maintien à un niveau élevé de la construction résidentielle, la forte progression des ventes au détail, des investissements des entreprises ainsi que des exportations, particulièrement celles à destination des États-Unis. les exportations internationales du Québec à destination des États-Unis augmentent en effet de 27,7% au cours des neuf premiers mois de l'année alors que l'ensemble des exportations croît de 15,8% pour la même période.

La contribution relative du secteur extérieur est toutefois moindre au Québec que dans l'ensemble du Canada. Le secteur domestique au Québec, particulièrement les ménages, démontre un dynamisme qui se traduit par une augmentation de 14,8% des ventes au détail au cours des dix premiers mois et par une augmentation du nombre de logements mis en chantier, contrairement à ce qui se passe dans le reste du Canada où le nombre de mises en chantier diminue. L'investissement non résidentiel, avec une augmentation de 14,1%, contribue sensiblement à la croissance économique. Le secteur minier, le secteur des pâtes et papiers et celui de la première transformation des métaux se distinguent de façon particulière avec des augmentations respectives de 53,9%, 23,9% et 189,7%.

L'amélioration de la conjoncture permet la création nette de 80 000 emplois, un résultat qui n'avait pas été vu depuis 1979.

Cela a permis d'abaiser d'un peu plus d'un point de pourcentage le taux de chômage qui passe de 13,9% en 1983 à 12,8 en 1984; la baisse du taux de chômage qui est la plus marquée chez les jeunes de 15 à 24 ans, la proportion de sans emploi dans ce groupe atteignant 19,8% comparativement à 22,8% en 1983.

L'examen des résultats présentés dans cet aperçu indique que la majorité des régions du Québec participe à la reprise de l'activité économique en 1984. L'emploi s'avère à cet égard un indicateur permettant de caractériser cette dynamique. Ainsi, l'emploi a progressé dans la presque totalité des régions du Québec à l'exception de l'Estrie où il a connu une baisse de 1,7% et de l'Outaouais où la baisse est de 4,0%. Les deux-tiers de l'augmentation de l'emploi observée en 1984 l'ont été dans la région administrative de Montréal bien que la région du Bas-St-Laurent-Gaspésie, avec une augmentation de 10,1% de l'emploi, soit la région où celui-ci connaît la plus forte progression. Les régions de Québec ainsi que du Saguenay-Lac-St-Jean enregistrent aussi une hausse appréciable de l'emploi alors que dans le Nord-Ouest ainsi que dans la région de Trois-Rivières le nombre d'emplois s'est maintenu en moyenne en 1984 au niveau observé en 1983.